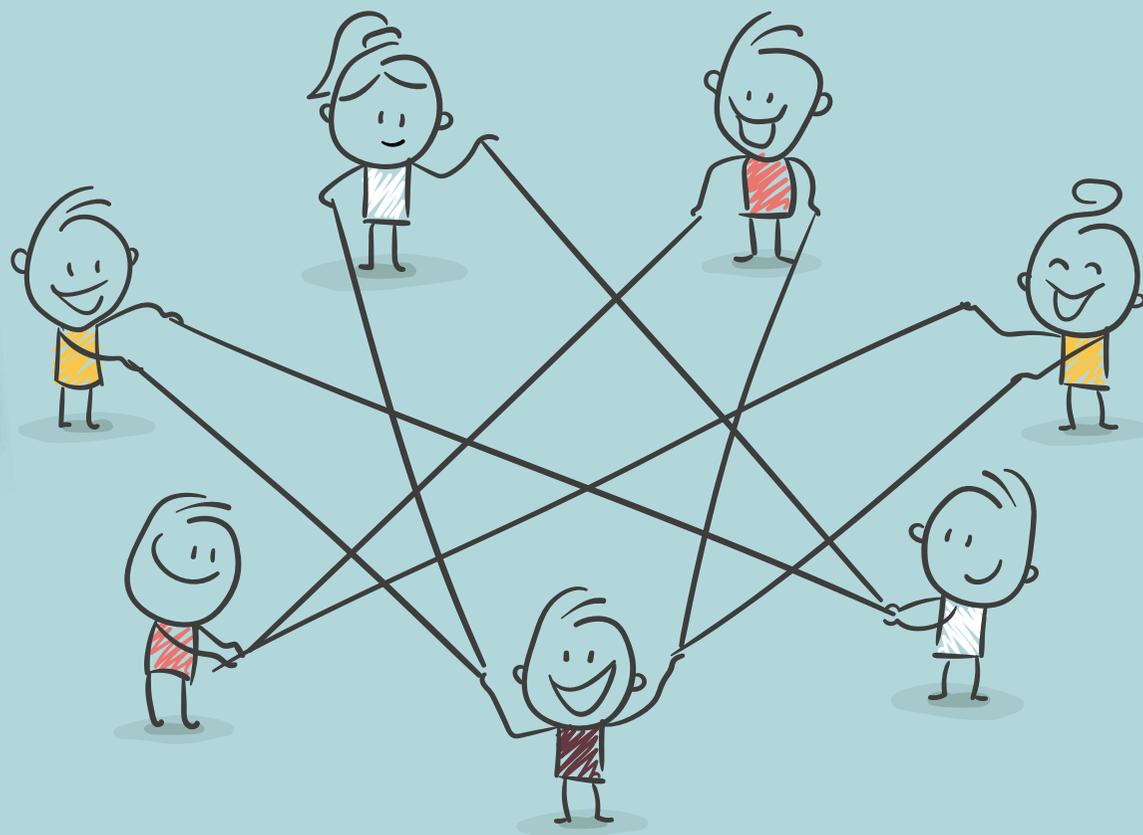


VOTRE GUIDE
D'ACCOMPAGNEMENT
TERRITORIAL



LE PROJET éducatif social local

PESL



PRÉFACE

interinstitutionnelle

Le besoin de prise en charge des enfants et des jeunes dans un espace éducatif complémentaire à celui de l'école et de la famille a toujours existé. A la croisée de la sphère familiale et de la sphère scolaire, de nombreux acteurs participent à la structuration de cet espace sur les territoires et partagent cette responsabilité éducative aux côtés des familles et des enseignants.

De nombreuses collectivités ont relevé ce pari du « tiers-temps éducatif » en s'engageant sur des actions et des investissements au service de la continuité des temps de l'enfant. Dans un contexte de décentralisation particulièrement marqué, la volonté des institutions concernées est de continuer à apporter des réponses de proximité aux enjeux de l'éducation partagée. Cette « politique du proche » a permis de faire émerger des politiques territoriales plus que de territorialiser des politiques nationales, notamment au moment de la mise en place des projets éducatifs locaux (PEL) et plus récemment lors de la mise en œuvre des projets éducatifs de territoire (PEDT).

En reconnaissant la dimension territoriale de ce temps éducatif tout en prenant en considération sa dimension sociale, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, la Direction des Services de l'Education Nationale, la Caisse d'Allocations Familiales, le Conseil Départemental et la Mutualité Sociale Agricole côtes-normandes ont décidé de continuer à s'engager auprès des élus du département de la Manche pour favoriser l'émergence de communautés éducatives et sociales à l'échelle des territoires et construire un véritable partenariat.

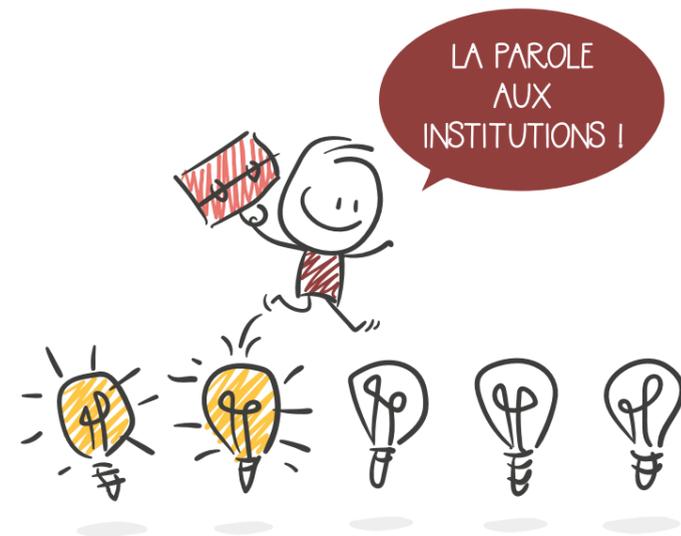


L'essentiel & plus encore

Cette volonté fédératrice s'est traduite en 2013 par la signature d'une convention départementale de partenariat autour du projet éducatif social local, le PESL. Cette convention renouvelée en 2016 entre les cinq institutions partenaires vise à proposer une culture du projet afin de revisiter collectivement la question éducative en faveur des enfants et des jeunes, en lien avec leurs familles, à l'aune des transformations sociétales. Cette démarche partenariale vise à créer les conditions d'un dialogue structuré entre les nouveaux territoires et les institutions porteuses de politiques publiques sur ces sujets. Les finalités éducatives du PESL sont de favoriser le développement de compétences individuelles et collectives dans une dynamique visant « à agir pour » (et non plus seulement « à lutter contre »). De l'accueil du jeune enfant, jusqu'à l'insertion des jeunes dans leur territoire, le PESL est une forme d'expression territoriale concertée des actions portées par la communauté éducative.

Ce document vous précisera comment inscrire votre territoire dans cette démarche innovante. Il vous accompagnera dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de votre projet éducatif social local, à travers l'identification de conditions de réussite, mais également à travers un cahier des charges, support à l'autoévaluation.

Guide de réflexion, support aux échanges et à la co-construction, il cherche à promouvoir avec vous les valeurs de l'éducation partagée à travers des principes de transversalité, de participation, de partenariat et d'innovation.



JEAN-MARC SABATHÉ
Préfet de la Manche



La force du département de la Manche en matière éducative s’ancre dans le partenariat local mis en place entre les collectivités et les institutions dès 1998. Avec plus de 50 projets éducatifs locaux qui ont maillé le département, nous sommes avant tout héritiers d’une histoire. Une histoire partagée où chacun a su se saisir des enjeux éducatifs comme une chance, une opportunité de développement, un facteur d’attractivité du territoire, un outil de cohésion et une expression de valeurs inscrites localement et partagées entre tous.

Cet héritage a pour autant été questionné, réinterrogé, à l’aune des évolutions sociétales et des transformations territoriales. C’est de cette volonté d’adaptation aux réalités locales actuelles et aux enjeux territoriaux qu’a émergé le projet éducatif social local (PESL).

Véritable innovation au service des territoires, le PESL offre un cadre méthodologique structurant et accessible, au croisement entre la commande publique et la demande sociale.

Mes services se sont toujours investis sans réserve dans cette démarche interinstitutionnelle, notamment à travers l’animation de l’instance de pilotage départementale. Mais c’est bien d’une ambition partagée avec nos quatre partenaires et les territoires que la dynamique des PESL a pris son essor dans la Manche dans le but de proposer des offres d’accueil globalisées et accompagnées à destination des enfants, des jeunes et de leurs familles.

JEAN LHUISSIER
Inspecteur d’académie
Directeur académique
des services
de l’Éducation nationale



L’Éducation nationale n’a pas le monopole de l’éducation, elle se partage. L’objectif commun repose sur la construction de connaissances et de compétences consolidées par les enfants tout au long de leur parcours jusqu’à la maîtrise du socle commun.

Cette culture partagée est le sens même du Projet Educatif Social Local (PESL). Dans le cadre d’un territoire et d’un réseau scolaire définis, le PESL est un lien entre les projets d’écoles ou d’établissements et les projets des collectivités territoriales.

Le PESL vise le développement de la liaison avec les familles sur les questions de parentalité. L’articulation avec les services de la petite enfance pour favoriser la réussite de l’entrée à l’école de chaque enfant, l’accueil péri et extrascolaires en centres de loisirs, l’accompagnement à la scolarité ou l’éducation partagée au numérique représentent des éléments clefs pour la continuité des apprentissages.

La coopération et la mutualisation entre les différents acteurs rend possible l’ambition des élèves dans un parcours éducatif sécurisé.

La mise en œuvre du PESL doit encourager des articulations explicites et concrètes au service des apprentissages, dans toutes ses dimensions. Il contribue fortement au développement global, harmonieux et progressif de tous les enfants dans la prise en compte de leurs besoins éducatifs particuliers identifiés pour ne laisser personne au bord du chemin.

MARC LEFÈVRE
Président du Conseil
départemental de la Manche



Le Conseil départemental se met au service des Manchoises et des Manchois en contribuant à l’amélioration de leur qualité de vie. Cet engagement se traduit notamment

par l’implication de la collectivité, depuis 1998, aux côtés de ses partenaires institutionnels, dans le développement d’une offre éducative et sociale renforcée.

Le Département apporte ainsi un soutien financier et méthodologique aux acteurs locaux qui s’engagent dans la démarche PESL, à travers la politique contractuelle (actions à destination des 0-25ans dans les contrats de territoire) et le financement de la coordination départementale des PESL. Le territoire peut s’enthousiasmer de bénéficier d’une collaboration institutionnelle unique et d’un outil innovant qui garantit l’articulation et l’harmonisation des politiques éducatives et sociales dans les domaines de la parentalité, de la petite enfance, de l’enfance et de la jeunesse.

CHRISTIAN LE PETITCORPS
Directeur par intérim
de la Caisse d’allocations
familiales de la Manche



Une des missions principales de la Caf de la Manche est d’accompagner les familles dans la conciliation de leurs différents temps de vie, qu’ils soient familial, professionnel ou social. Les

contraintes et la complexité de la vie quotidienne nécessitent la construction de réponses sur mesure adaptées aux réalités des territoires.

Le défi relevé par la démarche PESL permet de mobiliser l’ensemble des ressources et des compétences du territoire, dont celles des parents, des enfants et des jeunes, pour identifier et élaborer les réponses aux besoins auxquels les familles sont confrontées.

Le PESL est également l’occasion de réinterroger le sens et les valeurs des politiques locales en matière d’éducation et d’action sociale et de considérer l’accessibilité de tous à l’éducation et l’épanouissement individuel comme éléments essentiels et consubstantiels au développement des territoires.

A ce titre la Caf de la Manche, acteur majeur des politiques familiales dans notre département, engage son expertise et ses moyens au service d’une telle démarche.

PIERRE-JEAN LANCRY
Directeur de la Mutualité sociale
agricole « Côtes normandes »



La MSA participe au développement social des territoires ruraux et à la mise en place d’actions et de services. Ce guide a pour vocation de vous accompagner dans la définition d’un projet éducatif social

local propre à votre territoire. Au cœur de cette démarche, vous retrouverez certains principes qui guident également l’action de la MSA :

- La proximité qui est un des enjeux de la démarche PESL, propice à la déclinaison d’une politique éducative et sociale adaptée aux besoins locaux.
- La participation et la mobilisation des acteurs : en associant les habitants et en valorisant les atouts des territoires, cette dimension doit être au cœur des PESL pour croiser les regards des différents acteurs.
- La prise en compte des besoins du territoire : l’objectif de notre politique d’action sanitaire et sociale est de contribuer au développement et au mieux vivre sur les territoires ruraux grâce à une offre appropriée. Avec la dynamique PESL et un projet cohérent et adapté à votre territoire, la MSA souhaite affirmer et faire vivre les orientations prises dans le cadre de son plan d’action sanitaire et sociale. En effet, la famille, l’enfance et la jeunesse sont des cibles prioritaires de la MSA, avec une attention particulière pour les thématiques en lien avec la prévention santé et le handicap.



CHAPITRE 1

LE PESL

EN BREF

« Le PESL, est un processus continu qui vise à créer les conditions nécessaires pour améliorer le quotidien de la vie des populations à partir d'une action éducative et sociale globale. Il répond aux principes d'une démarche de développement social territorial en impulsant le croisement de la commande publique et de la demande sociale. Il s'appuie sur une dynamique de proximité en provoquant la mobilisation du plus grand nombre. »

Le PESL est une réponse sur mesure, aux ambitions et aux réalités propres à chaque territoire.

LE COMITÉ DÉCISIONNEL (CODEC)

Il est constitué du préfet, de l'IA-DASEN, des élus référents du conseil départemental, des directeurs de la MSA et de la Caf et/ou de leurs représentants. Il se réunit au minimum une fois par an.

Il est animé par la direction départementale de la cohésion sociale de la Manche (DDCS).

Cette instance est chargée d'impulser une stratégie globale et de valider sur la base du référentiel PESL existant et des travaux du comité de pilotage :

- les procédures de candidature des territoires volontaires à la démarche PESL ;
- la candidature des territoires volontaires à la démarche PESL ;
- les préconisations émises au cours de la démarche PESL ;
- les conditions d'attribution de la reconnaissance PESL ;
- l'attribution de la reconnaissance PESL.



LE COMITÉ DE PILOTAGE (COPI)

Il est constitué des référents techniques de chaque partenaire, deux au maximum par partenaire.

Il se réunit au minimum six fois par an. Il est animé par la direction départementale de la cohésion sociale de la Manche (DDCS).

Cette instance est chargée :

- d'élaborer le cahier des charges PESL départemental qui sera proposé au comité décisionnel ;
- d'assurer l'information mutuelle sur les orientations éducatives et sociales développées par chaque partenaire sur le département ;
- de définir des priorités d'action concertées à destination notamment du pôle ressources départemental et de contribuer ainsi à l'avancée des productions ;
- de réaliser le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la convention interinstitutionnelle ;
- d'évaluer les actions d'accompagnement du coordinateur départemental sur les territoires et auprès des acteurs ;
- de réaliser le suivi des projets locaux pour le compte du comité décisionnel.

Autant que de besoin, le coordinateur départemental participe aux travaux du comité de pilotage.

Les partenaires conviennent que des personnes qualifiées pourront être associées au comité décisionnel ou au comité de pilotage, à titre consultatif.

NIVEAU DÉPARTEMENTAL

LES COMITÉS DE SUIVI TERRITORIAL

Comprenant les acteurs locaux et des représentants des institutions partenaires, il sera institué au sein de chaque territoire engagé dans une démarche PESL.

Selon la configuration territoriale, des comités locaux pourront se constituer pour une mise en œuvre du PESL à l'échelle des bassins de vie. Ils incarnent le lien entre le territoire et les institutions.

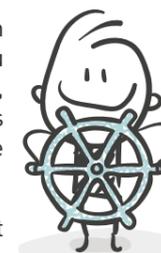
NIVEAU LOCAL

COMITÉ DE PILOTAGE LOCAL

Le comité de pilotage local est l'instance fondamentale pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du PESL. Il est à l'initiative du territoire dans son format, dans les acteurs représentés et dans sa fréquence et ses modalités de travail.

Des groupes de travail peuvent être décidés en fonction des thématiques abordées. Il appartient au coordinateur du projet, en lien avec l'élu référent, de veiller à la représentativité de l'ensemble des acteurs impliqués dans la démarche, au bénéfice de l'émergence d'une culture commune.

Le bilan de ses productions constitue un axe important des échanges au sein du comité territorial.



GROUPE DE TRAVAIL

LE PÔLE RESSOURCE DÉPARTEMENTAL

À destination des territoires, ce pôle ressource départemental a pour vocation de créer, de mobiliser, de mutualiser et de valoriser des ressources au service de l'offre éducative et sociale ambitionnée dans le cadre du PESL. Ces ressources peuvent être de nature technique, pédagogique, réglementaire, financière, administrative, méthodologique, etc. Il est constitué des techniciens représentant chaque partenaire, du coordinateur départemental PESL et des différentes coordinations départementales.

Animé par la coordination départementale PESL, le pôle ressource départemental rend compte régulièrement de ses travaux au comité de pilotage.

Le pôle ressource départemental est chargé :

- de venir en appui des territoires et des partenaires ;
- d'élaborer des outils au service de la démarche PESL ;
- de constituer des groupes de travail ad hoc (pouvant être élargis aux mouvements d'éducation populaire, aux différentes coordinations départementales et à tout acteur œuvrant en faveur de la jeunesse), sur la base d'objectifs, de résultats attendus et d'échéances ;
- d'évaluer les actions conduites sur les territoires par les acteurs concernés ;
- d'alimenter les territoires de données observables dans les domaines de la petite enfance, de l'enfance, de la jeunesse et de la parentalité à travers l'observatoire départemental.

EN SYNTHÈSE : La démarche PESL est conduite au niveau départemental à travers un comité décisionnel et un comité de pilotage PESL représentant chacune des institutions partenaires, garants de la mise en œuvre d'un cahier des charges co-construit.

Au niveau local, un comité de suivi territorial réunit les décideurs et les techniciens locaux, les représentants institutionnels et les représentants des coordinations thématiques départementales.

Un pôle ressource départemental réunissant plusieurs coordinations thématiques vient en appui des projets territoriaux et de leurs partenaires. Il est chargé de créer, de mobiliser, de mutualiser et de valoriser des ressources au service de l'offre éducative et sociale ambitionnée dans le cadre des PESL.



CHAPITRE 2

LES CONDITIONS DE RÉUSSITE

Le projet éducatif social local permet aux élus d'engager leur territoire dans une démarche de développement éducatif et social à travers un partenariat de projet. Elle est ancrée à la fois sur les réalités éducatives et sociales du territoire tout en favorisant l'expression d'attendus en matière de changement.

Dans ce chapitre, les cinq institutions partenaires vous proposent des conditions de réussite pour impulser et accompagner cette démarche PESL. Plus que des éléments facilitateurs pour la mise en œuvre du projet, ils constituent de véritables clefs pour le faire vivre sur le long terme

Si la temporalité du projet est essentielle, son rythme et sa durée conditionneront la mobilisation des acteurs. Une analyse des besoins concertée et approfondie permettra de dégager un intérêt commun et de le partager.

La répartition entre l'instance décisionnelle et technique, comme celle du périmètre du projet seront des axes à investir pour garantir l'opérationnalité de la démarche.

Le partage de valeurs s'inscrira au cœur des finalités poursuivies et donnera à chacun, au sein de ce collectif partenarial, la capacité à s'inscrire dans une dynamique de changement et d'apporter du sens à l'action.



LES BESOINS IDENTIFIÉS
font apparaître les problématiques repérées
par le diagnostic et par les différents travaux
menés par la collectivité.
Ces problématiques déterminent les axes
majeurs du PESL et prennent en compte les
évolutions locales et sociétales.

La coordination
départementale
a-t-elle été associée
à l'élaboration du
diagnostic ?

Le diagnostic est-il
représentatif de la
diversité des bassins de
vie et du travail effectué
par les différents groupes
de concertation dont
les parents ?

Les
problématiques
identifiées par le
diagnostic sont-elles
en adéquation avec les
thématiques portées
par le COPIL PESL ?

Ces problématiques
identifiées
déterminent-elles le
sens, le contenu et
l'évaluation du projet ?

Le diagnostic du
territoire s'appuie-
t-il sur le cahier des
charges PESL ?



LE PROJET POLITIQUE
se traduit par l'engagement de la collectivité
pour le développement d'une offre globale
de service concertée dans les champs
notamment de la petite enfance,
de l'enfance, de la jeunesse et de la
parentalité et les moyens afférents
(financiers, humains, techniques,
organisationnels, etc.).

L'engagement
politique a-t-il
fait l'objet d'une
délibération inscrivant
le territoire dans la
démarche PESL ?

Le projet
politique de la
collectivité fait-il
apparaître des ambitions
éducatives et sociales
déclinées en priorités
?

Le PESL
traduit-il
une volonté de
changement
explicite ?

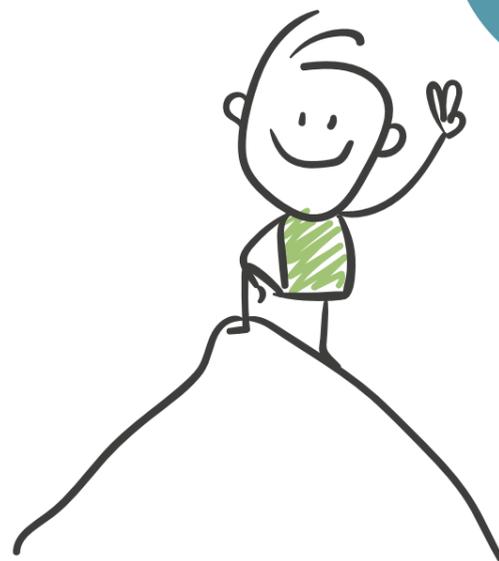
Les valeurs
éducatives et sociales
exprimées dans le cadre
de ce projet politique
sont-elles conformes aux
valeurs de la République
notamment le principe
de laïcité ?

Le projet
politique de
la collectivité
favorise-t-il
l'initiative et la
participation
citoyenne ?

La
formalisation
du projet politique
favorise-t-elle son
appropriation par
l'ensemble des acteurs
concernés, y compris
les parents ?

Le projet politique fait-
il apparaître l'intention
de déployer des moyens
suffisants pour répondre aux
ambitions exprimées ?

Le projet politique
est-il l'aboutissement
de différents groupes de
concertation entre les élus
représentatifs de la diversité
des bassins de vie ?



Le portage technique du PESL est-il assuré à l'échelle de l'EPCI issu de la loi NOTRe ?

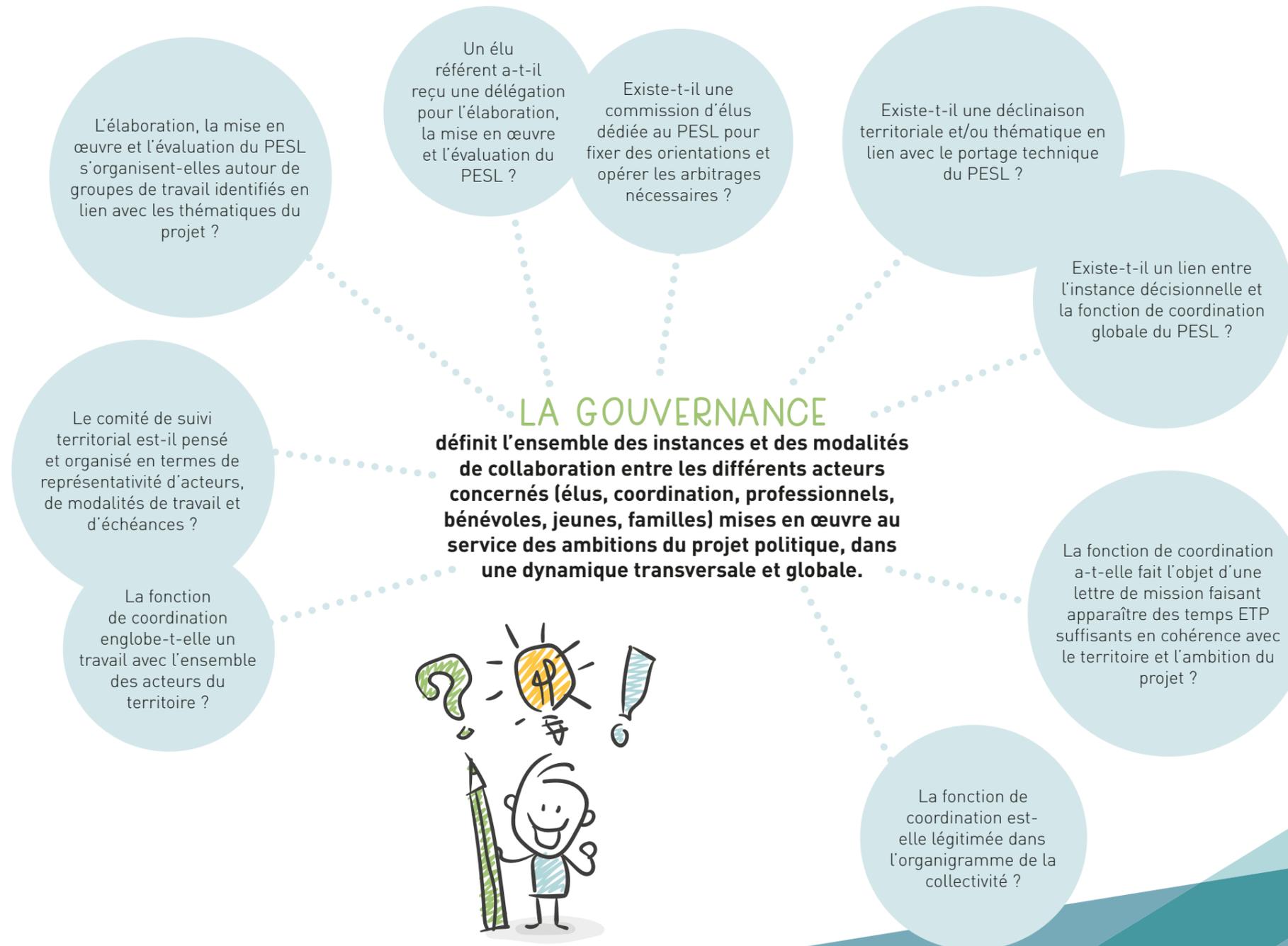
Le libellé de l'ensemble des compétences et leur contenu couvrent-ils tous les champs d'intervention du PESL ?

Le pilotage territorial du PESL prend-il en considération l'ensemble des réalités sociales et géographiques des différents bassins de vie concernés par la mise en œuvre du PESL ?

Une réflexion sur l'évolution des compétences de cet EPCI en cohérence avec l'ensemble des champs d'intervention du PESL est-elle engagée ?

L'échéance de la prise de compétence sur l'ensemble des champs d'intervention du PESL est-elle clairement définie ?

LA PERTINENCE TERRITORIALE
se définit par la cohérence entre l'échelle géographique, les champs concernés par le PESL et la prise de compétences qui leurs sont associés. L'organisation du portage technique du PESL qui en découle est en lien avec les priorités, les réalités et les besoins des différents bassins de vie.





La volonté politique intègre-t-elle un axe autour de l'éveil et de l'accompagnement à la citoyenneté pour l'ensemble des publics concernés par le PESL ?

ENGAGEMENT ET CITOYENNETÉ

traduit les actions mises en œuvre pour permettre l'intégration de chacun dans la société à travers les valeurs de respect, d'engagement, d'initiative et d'autonomie.

Les actions mises en œuvre permettent-elles l'acquisition et le développement de l'autonomie à travers toutes les formes de prise d'initiative chez les enfants et les jeunes ?

Des espaces d'échanges et de participation sont-ils mis en place au sein du PESL à destination des différents publics, en lien avec les parents ?

Les actions menées au sein du PESL prévoient-elles le développement et la promotion de l'engagement associatif pour tous ?

Le PESL, dans son élaboration et sa mise en œuvre, est-il garant de toute forme de non-discrimination ?

Les modalités de coordination du PESL et l'organisation des services permettent-elles d'assurer le principe de continuité éducative ?

Les actions visant la professionnalisation des acteurs contribuent-elles à garantir le principe de continuité éducative ?

L'analyse des contenus du PESL, à travers les différents critères établis, permet-elle de visualiser et d'apprécier la continuité éducative offerte ?

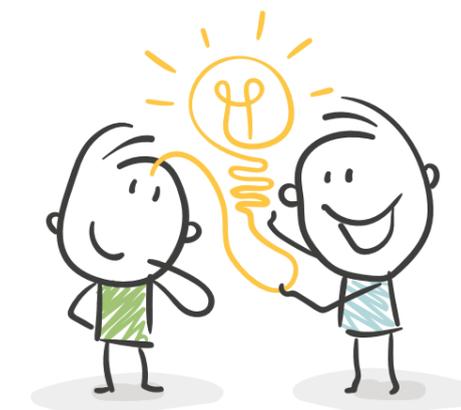
CONTINUITÉ ÉDUCATIVE

caractérise la prise en compte des spécificités et des besoins des publics de 0 à 25 ans et de leurs parents à travers la mise en place d'un parcours éducatif cohérent et coordonné à l'échelle du territoire.

La continuité éducative pour les 0-25 ans est-elle assurée à travers l'offre d'accueil proposée ?

Les actions qui participent à la continuité éducative intègrent-elles la thématique du handicap selon une déclinaison structurée et un interlocuteur identifié par tous ?

Les besoins, la place, le rôle, l'avis et l'accompagnement des parents sont-ils pris en compte dans la construction de cette continuité éducative ?





LA PROFESSIONNALISATION
s'appuie sur un processus d'identification, d'acquisition et de valorisation des compétences techniques et relationnelles des acteurs (intervenants professionnels ou bénévoles, élus, coordinateurs) impliqués dans la conduite du changement attendu dans le cadre du PESL.

Les valeurs éducatives du projet PESL sont-elles partagées et investies par l'ensemble des acteurs concernés au sein d'espaces d'analyse de pratique et/ou de formation continue ?



LE DÉVELOPPEMENT DES PARTENARIATS
traduit les initiatives portées par la collectivité pour mobiliser l'ensemble des ressources nécessaires à l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi du PESL.

Existe-t-il des conventions et ou des partenariats avec des structures ou organismes de formation dans une logique d'information, de formation et d'expertise à destination de tous les acteurs ?

Le territoire participe-t-il activement à la dynamique du réseau départemental PESL ?

Les besoins d'accompagnement sont-ils clairement exprimés auprès de chaque institution signataire du PESL ?

L'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi du PESL s'appuient-ils sur une mobilisation effective des ressources locales, dans le cadre de partenariats ?

L'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi du PESL s'appuient-ils sur d'autres partenariats en lien avec le projet ?



CHAPITRE 3

LES 10 GRANDS

PRINCIPES

À QUESTIONNER

Le PESL pose les principes de la continuité éducative en inscrivant sa dynamique sur plusieurs champs d'intervention.

L'âge des publics, les enjeux sociétaux, les temps de vie de l'enfant constituent des éléments à interroger pour des actions futures à mener.

La finalité du PESL réside dans sa capacité à mettre en cohérence les actions produites au sein de ces différents champs d'intervention avec la réponse à apporter aux besoins du territoire en matière d'offre éducative et sociale.

Pour vous accompagner dans cette démarche, 10 grands principes vous sont proposés. Ils serviront la cohérence et la lisibilité du projet dans le but de promouvoir sa dimension collective et participative.

LA PERTINENCE

légitime les résultats attendus, les objectifs et le contenu des actions **sur la base d'une problématique** issue d'éléments du **diagnostic**.

LE CONTENU

opérationnalise les enjeux du PESL. Il identifie les **réalisations nécessaires** à mettre en œuvre.

LA QUALITÉ

se traduit par une dynamique d'**accompagnement** et de **formation des équipes et des acteurs locaux** qui permettent la formalisation, la mise en œuvre et l'évaluation de **projets adaptés** aux publics et aux besoins identifiés et à leurs **évolutions**, en lien avec le PESL.

LA

COMMUNICATION

contribue à **faire sens** autour du PESL et à le **valoriser**, en l'adaptant à tous les publics concernés durant les différentes étapes du projet.

L'ÉVALUATION

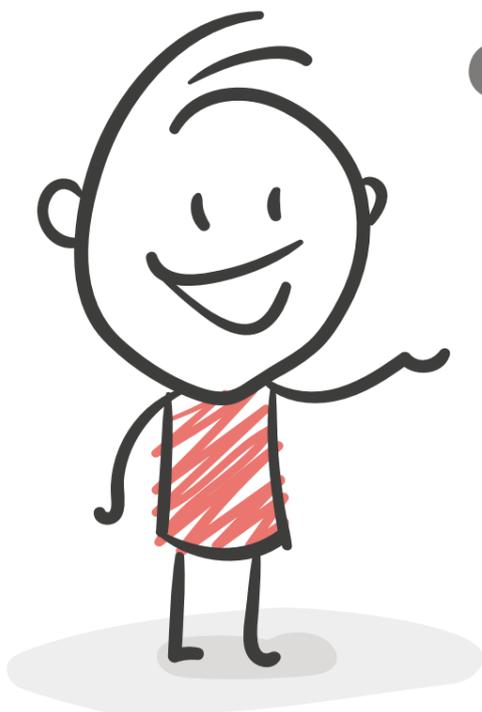
se traduit par la fonctionnalité d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs partagés **sur la base des résultats attendus**.

LE PARTENARIAT

concrétise le lien (conventions, instances de concertation, etc.) entre la collectivité porteuse du projet PESL et tous les acteurs concernés.

L'ACCESSIBILITÉ

se traduit par **une réflexion** vers des **dispositions** permettant de n'exclure personne dans le respect des valeurs de la République.



LA CONTINUITÉ

s'appuie sur une **concertation** entre les **équipes éducatives**, autour de **projets partagés, articulés** entre eux et faisant l'objet d'une **coordination globale**.

LA PRÉVENTION

recherche, dans les objectifs, les actions et les résultats attendus, le développement de **compétences individuelles et collectives** dans une **dynamique « à agir pour » et non plus seulement « à lutter contre »**.



LA SÉCURITÉ

assure, dans le respect de la **réglementation** en vigueur, les conditions nécessaires à l'acquisition de l'autonomie à tout âge (formation, mise en place de protocoles, analyse de risques).



ÉDUCATION
ET
NUMÉRIQUE

CHAPITRE 4

LES

CHAMPS D'ACTION

DU PESL

« L'éducation et le social sont consubstantiels du quotidien des familles, des habitants, des acteurs d'un territoire. L'action éducative et l'action sociale s'inscrivent également dans les priorités et les champs de compétences des institutions partenaires de cette démarche. A ce titre ces deux champs revêtent une légitimité tant politique qu'administrative. »

Extrait du référentiel PESL

C'est à l'aune de dix principes partagés entre les institutions que les offres de services éducatives et sociales sont invitées à être questionnées au sein de la dynamique PESL. Ils ont pour but de répondre à la fois aux besoins individuels, collectifs et territoriaux. Pour orienter ce travail de réflexion et les choix stratégiques de votre projet, les pages suivantes s'attacheront à esquisser les enjeux, les principes, les vigilances et parfois les outils qui pourront être convoqués pour chacun des champs d'action du PESL. Sans prétendre à l'exhaustivité et dans le seul but d'être un support aux échanges, ses « nuages de mots » peuvent être autant de sujets à animer au sein des instances de concertation.

CHAMP
D'ACTION
N°1

LA PARENTALITÉ

Le concept de " parentalité " est le support d'un nouveau modèle d'action publique visant à accompagner les familles dans leur rôle de parents. La définition telle qu'énoncée dans la circulaire interministérielle du 7 février 2012, adoptée lors de la séance du comité national de soutien à la parentalité du 10 novembre 2011 est la suivante : "La parentalité désigne l'ensemble des façons d'être et de vivre le fait d'être parent. C'est un processus qui conjugue les différentes dimensions de la fonction parentale, matérielle, psychologique, morale, culturelle, sociale. Elle qualifie le lien entre adulte et enfant, quelle que soit la structure familiale dans laquelle il s'inscrit, dans le but d'assurer le soin, le développement et l'éducation de l'enfant. Cette relation adulte/enfant suppose un ensemble de fonctions, de droits et d'obligations (morales, matérielles, juridiques, éducatives, culturelles) exercés dans l'intérêt supérieur de l'enfant en vertu d'un lien prévu par le droit (autorité parentale). Elle s'inscrit dans l'environnement social et éducatif où vivent la famille et l'enfant ".



intervenants éducatifs **ACCOMPAGNEMENT**
RESPECT DES SINGULARITÉS environnement local **rencontre**
lien social ÉCHANGES *formation* COMMUNICATION
PROJETS SORTIES **Le soutien** CONFÉRENCES
PARTAGÉS **de la fonction** problématiques parentales
accueil individuel et collectif **parentale** espaces
libre expression HANDICAP **d'écoute**
RÉPONSE DE PROXIMITÉ méthode participative et expérientielle
PROFESSIONNALISATION
enjeux OBJECTIFS *implication* café parents **débats**
sociétaux ÉDUCATIFS *des familles* **ATELIERS**
GROUPE DE PAROLE **quotidien**

CHAMP
D'ACTION
N°2

LA PETITE ENFANCE

Le champ de la petite enfance est souvent perçu sous l'angle réducteur des modes de garde. Pour autant, il se situe au cœur d'enjeux essentiels pour un territoire. La politique petite enfance joue un rôle effectif dans la lutte contre les inégalités, l'accès à l'emploi et à la formation. A ce titre, la petite enfance doit être autant envisagée du point de vue des enfants que de celui des parents.

Les structures et les professionnels de la petite enfance s'adaptent aux transformations sociales, familiales, culturelles et à l'évolution des savoirs en lien avec les familles et l'école. Les modes d'accueil de la petite enfance, qu'ils soient individuels ou collectifs, visent à répondre aux attentes spécifiques de chaque enfant en favorisant le vivre ensemble et l'égalité entre tous. Il s'agit d'offrir aux enfants les conditions d'un accueil sécurisant, personnalisé, ludique qui puisse encourager son désir d'apprendre, de s'exprimer et de se socialiser.



SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES SERVICES AUX FAMILLES

HANDICAP

professionnalisation
CONSEIL ET
INFORMATION

capacité
d'accueil

besoins des
familles

levier
d'attractivité

PROTOCOLES

RYTHMES

ET BESOINS

DES JEUNES

ENFANTS

LOCAUX ADAPTÉS

prise en compte de la parole des parents

actions partenariales

préparation de la
première scolarisation

RELATION PARENT/PROFESSIONNEL

accueils collectifs et individuels

libre expression

OFFRE COMPLÉMENTAIRE PONCTUELLE

INTENTIONS
ÉDUCATIVES

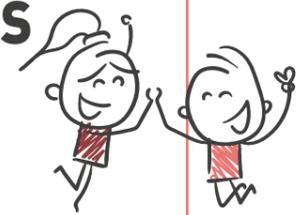
respect des
singularités

concertation locale et continue



CHAMP D'ACTION N°3

LES PRATIQUES DE LOISIRS ÉDUCATIFS SUR LES TEMPS PÉRISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES ET LEUR ARTICULATION AVEC LE TEMPS SCOLAIRE ET FAMILIAL



« La loi d'orientation de 1989, place l'enfant au centre du système éducatif. Cela signifie que c'est autour de sa réalité, de ses besoins, de ses rythmes, que doit s'organiser l'éducation. La journée et la vie de l'enfant ne peuvent se diviser en tranches. La qualité et l'efficacité éducatives sont rendues encore plus nécessaires par l'augmentation du nombre des publics en difficulté qui ont plus que d'autres, besoin de repères. Elles nécessitent donc une réponse et une prise en compte globales de la part d'acteurs éducatifs de plus en plus nombreux à intervenir auprès des enfants. Il est indispensable d'articuler les différentes actions éducatives, en recherchant le maximum de cohérence. La notion de « continuité éducative » s'appuie sur ces constats et ces principes. Elle crée une obligation « morale » pour les divers éducateurs. La « continuité éducative » justifie la recherche de cohérence, la nécessité de projets articulés, de travail d'équipes pluridisciplinaires... tout en se fondant sur une reconnaissance des identités professionnelles respectives. Elle doit se construire autour du rôle particulier que joue l'École dans la vie de l'enfant tout en intégrant les autres temps, à commencer par celui du Loisir. Mais elle ne recouvre aucune réalité d'ordre juridique, qui aurait des conséquences concrètes en matière de responsabilité civile ou pénale. Elle

n'est donc en aucun cas une justification pour affirmer une forme de « supra responsabilité » d'un acteur professionnel sur un autre. La « continuité éducative » ne se décrète donc pas, elle se construit collectivement entre co-éducateurs, à partir d'une volonté commune, d'une impulsion.

La continuité éducative s'articule autour de quatre axes :

- Assurer la continuité entre les heures et les jours d'ouverture scolaire et les heures et les jours de temps libre des enfants et des jeunes.
- Développer des activités périscolaires en ayant le souci de les inscrire dans la réalité locale (prise en compte des conditions de vie des parents de leur mode de vie, de la vie associative locale).
- Rechercher une cohérence dans l'intervention éducative auprès des différents acteurs en définissant les rôles et les complémentarités de chacun.
- S'appliquer à être complémentaire dans les activités proposées et rechercher une cohérence dans les rythmes de vie des enfants (ménager des transitions par des ruptures de rythme en fonction de ceux de l'école).

Source : inspection académique de Nantes

temps de préparation **AUTONOMIE** **CONTINUITÉ ÉDUCATIVE**

CONCERTATION **INCLUSION** *ambition éducative*

temps de transition **PROFESSIONNALISATION** *MAILLAGE TERRITORIAL* *LAÏCITÉ*

PEDT *comité de pilotage* *responsabilité* *attentes des familles* *choix de l'enfant et du jeu* *PROJET D'ANIMATION*

BESOIN DE L'ENFANT ET DU JEUNE *TARIFICATION* *PROGRESSION PÉDAGOGIQUE*

spécificités des publics *protocoles* *plan mercredi* *projet éducatif* *SUIVI SANITAIRE* *offre de loisirs*

RÈGLEMENT INTÉRIEUR *engagement* *partenariats associatifs* *ÉCHANGE DE PRATIQUE* *accueil collectif de mineurs*

ÉPANOUISSSEMENT *AMÉNAGEMENT DES LOCAUX*

ENVIRONNEMENT LOCAL

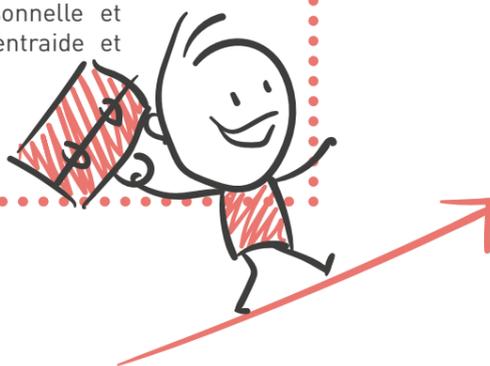
CHAMP
D'ACTION
N°4

L'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ

On désigne par «accompagnement à la scolarité» l'ensemble des actions visant à offrir, aux côtés de l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école, appui qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social. Ces actions, qui ont lieu en dehors des temps de l'école, sont centrées sur l'aide aux devoirs et les apports culturels nécessaires à la réussite scolaire. Ces deux champs d'intervention, complémentaires, à vocation éducative, contribuent à l'épanouissement personnel de l'élève et à de meilleures chances de succès à l'école. L'accompagnement à la scolarité reconnaît le rôle central de l'école. Il se propose, par des stratégies diversifiées

- d'aider les jeunes, en utilisant les technologies de l'information et de la communication notamment, à acquérir des méthodes, des approches, des relations susceptibles de faciliter l'accès au savoir ;
- d'élargir les centres d'intérêt des enfants et adolescents, de promouvoir leur apprentissage de la citoyenneté par une ouverture sur les ressources culturelles, sociales et économiques de la ville ou de l'environnement proche ;
- de valoriser leurs acquis afin de renforcer leur autonomie personnelle et leur capacité de vie collective, notamment par la pratique de l'entraide et l'encouragement du tutorat entre les jeunes ;
- d'accompagner les parents dans le suivi de la scolarité des enfants.

Source : Charte nationale de l'accompagnement à la scolarité.



LIEN ÉCOLE/FAMILLE

progression
pédagogique

orientation scolaire

INCLUSION

ACTION EN FAVEUR DES ENFANTS NOUVELLEMENT ARRIVÉS EN FRANCE

*actions adaptées
et différenciées*

ouverture des
établissements
scolaires sur
leur territoire

COMPLÉMENTARITÉ
ENTRE ACTEURS

RELATION ENTRE

L'ENFANT,
LES PARENTS,
L'ENSEIGNANT
ET L'ANIMATEUR

**AMBITION
ÉDUCATIVE**

ÉQUIPES
ÉDUCATIVES

information à destination des parents

*lutte contre le décrochage
scolaire*

QUALIFICATION

partenariat associatif

*instances de
concertation*

PRÉPARATION À LA
PREMIÈRE SCOLARISATION

accompagnement
vers la lecture

MAILLAGE TERRITORIAL

ANCRAGE
TERRITORIAL

PARCOURS SCOLAIRE

ÉDUCATION ET NUMÉRIQUE

La notion de numérique fait suite à ce qui s'est appelé durant les années 2000, les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication).

Ce mot recouvre bon nombre d'idées, d'objets, de représentations, d'idées reçues. On peut probablement en retenir, pour le rendre opérationnel aujourd'hui, qu'il recouvre l'informatique, la programmation, Internet, le Web, les objets technologiques contenant de l'informatique et des programmes, les objets se connectant entre eux ou à des réseaux et pour revenir à cette évolution sémantique, les usages potentiels de ces technologies.

Les usages numériques recouvrent toutes les pratiques possibles et imaginables : jeu vidéo, consultation du web, messageries, logiciels de production, échanges de documents, travail collaboratif, e-administration, réseaux sociaux, téléphonie, recherche documentaire... Impossible d'être exhaustif dans un monde où de nouvelles propositions émergent chaque jour, pour persister ou parfois disparaître au gré des arbitrages des utilisateurs qui retiennent ou pas une nouvelle possibilité.

Les multiples écrans, Internet, les réseaux sociaux font partie du quotidien des jeunes. Près de 80% des 11-17 ans sont présents sur le Net au moins une fois par jour ; 48 % d'entre eux se connectent sur les réseaux sociaux plusieurs fois par jour (Ifop 2013). Ils sont des vecteurs de communication, de socialisation, d'information et de divertissement. Ils sont devenus rapidement des médias de masse, sans

forcément être cadrés et accompagnés à la hauteur de leurs enjeux.

Ces multiples pratiques présentent des risques mais aussi d'importantes potentialités pour les jeunes. Le développement d'une action éducative spécifique s'avère essentielle pour accompagner les pratiques des jeunes face au phénomène numérique. Les discours sont multiples, parfois alarmistes, parfois rassurants, sans grande certitude. Il y a donc, quand on est amené à participer à l'éducation des jeunes, une urgence à se positionner et contribuer à l'accompagnement indispensable pour comprendre, apprendre, utiliser, maîtriser, se protéger... Les points de focalisation du moment sont la compréhension de l'information et de son fonctionnement, les risques de radicalisation, l'utilisation raisonnée des réseaux sociaux, et tout l'accompagnement éducatif que l'on peut développer à partir de ces outils : développer son esprit critique, favoriser la participation, la collaboration, respecter les valeurs citoyennes et celles des droits humains...

On peut donc éduquer au numérique, et éduquer par le numérique.

Pour cela, il faut des professionnels formés, conscients, réfléchis, en avance sur les jeunes. Il nous faut également une population entière mieux formée, mieux préparée et plus consciente des enjeux et des moyens à mettre en œuvre. C'est seulement ainsi que nous pourrons aller vers une co-éducation, pertinente, sereine, et efficace.



CHAMP
D'ACTION
N°6

LA DIMENSION INCLUSIVE DES JEUNES ADULTES DANS LEUR TERRITOIRE

L'animation et l'accompagnement des acteurs locaux pour la définition et le développement d'une politique jeunesse dans le cadre des Pesi déclinent prioritairement les axes suivants :

- **L'INFORMATION DES JEUNES** : développer l'offre d'information, d'orientation, la rendre accessible en mobilisant l'ensemble des ressources positionnées sur ces domaines.
- **L'INITIATIVE DES JEUNES** : susciter, promouvoir et valoriser la capacité des jeunes à se projeter dans une mobilité, prendre des initiatives et à s'engager volontairement, individuellement ou collectivement, pour une cause, une pratique ou une action qui sert l'intérêt collectif.
- **L'IMPLICATION DES JEUNES** : favoriser la participation des jeunes à la vie citoyenne, créer les conditions nécessaires pour les rendre acteurs et force de propositions au développement de leur territoire.
- **L'INSERTION/INCLUSION DES JEUNES** : développer un projet stratégique et partenarial contribuant à l'insertion des jeunes par la mise en œuvre d'actions relevant des champs, social, culturel, sportif, professionnel, économique et de la santé.



PHÉNOMÈNES GÉNÉRATIONNELS structures labellisées **engagement**
ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES droits sociaux MIXITÉ DES PUBLICS
place de la parole des jeunes DÉVELOPPEMENT
prise de risque instances de dialogue D'INSTANCES
raisonnée LE RESPECT CITOYENNES
PRÉVENTION SANTÉ **ouverture interculturelle**
INFORMATION DES JEUNES DES BESOINS professionnalisation
initiative **MOBILITÉ** DE L'ENFANT **associations**
inclusion PARCOURS SCOLAIRE ET DU JEUNE accompagnement
esprit critique et citoyenneté **informations à destination des parents**
INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE **OUVERTURE INTERCULTURELLE**
DYNAMIQUE DE RÉSEAU **pratiques, besoins et attentes des jeunes**
ACCÈS À L'AUTONOMIE habitudes de vie des jeunes

CHAMP
D'ACTION
N°7

L'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE

Principe fondateur et plus value de l'animation de la vie sociale, la participation concerne à la fois les usagers, les habitants du territoire, les familles y compris les enfants et les jeunes, ainsi que les bénévoles impliqués dans la vie de la structure.

Les enjeux de la participation des usagers-habitants :

- contribuer à la prise de responsabilité et au développement de leur citoyenneté de proximité ;
- favoriser le développement des capacités des personnes et leur autonomie ;
- permettre la prise en compte des besoins prioritaires exprimés par le terrain et une adaptation des orientations politiques des financeurs.

Cette démarche reconnaît « l'expertise d'usage » de la population et contribue à une meilleure adéquation et efficacité, voire efficience, de l'action publique.

Source : « Le point sur l'animation de la vie sociale », CNAF.



FINALITÉS SOCIALES ET ÉDUCATIVES

LIEUX RESSOURCE

*prise en compte
des propositions
des habitants*

projets sociaux,
associatifs
des structures

LAÏCITÉ

INTERVENANTS ÉDUCATIFS
prise de responsabilité

*citoyenneté
de proximité*

PARTICIPATION DES HABITANTS

ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES

émergence de projets

**Transformer
et s'appropriier
son lieu de vie**

projets partagés

réduction des exclusions
MIXITÉ DES
PUBLICS

expression des habitants

HANDICAP

RESPECT
DU RYTHME
DE VIE DES
FAMILLES

MISE EN RÉSEAU
PROFESSIONNALISATION

INTERGÉNÉRATIONNALITÉ PARENTALITÉ

outils d'observation partagée

concertation locale et continue



**DIMENSION
INCLUSIVE
DES JEUNES**

CHAPITRE 5

LE PÔLE

RESSOURCE DÉPARTEMENTAL

L'action des partenaires institutionnels au sein de la démarche PESL s'appuie sur leurs champs de compétences respectifs et sur leurs prérogatives d'intervention. Elle s'inscrit dans le cadre d'un cahier des charges PESL départemental.

Dans ce contexte d'innovation, la constitution d'un pôle ressource départemental est apparue nécessaire.

Ce pôle a vocation à réunir un ensemble de coordinations thématiques départementales ainsi que des expertises relatives à la démarche et aux champs d'action que le PESL doit pouvoir développer. Il a pour objet d'accompagner les territoires au plus près de leurs besoins pour favoriser à la fois l'émergence d'une démarche globale mais également une approche thématique.

Il est un soutien, un appui et un laboratoire au service du développement des actions éducatives et sociales. La pluralité des acteurs qui le compose offre un panel de compétences, de savoirs faire, au service d'un objectif commun : le développement d'une offre éducative et sociale à l'échelle du département à travers la mise en œuvre d'actions territorialisées et concertées.



LA COORDINATION DÉPARTEMENTALE PESL

Depuis 2011, dans le cadre d'une convention avec la CAF et le Département, les CEMEA de Normandie assurent la coordination départementale des Politiques Educatives Sociales Locales dans le département de la Manche. Cette convention a pour objectif :

- d'harmoniser les pratiques et de développer les outils face à l'évolution des missions des coordinateurs locaux ;
- d'accompagner les territoires dans le développement d'une offre de service globale et cohérente dans le cadre de la démarche PESL.

Dans ce cadre, il s'agit :

- d'améliorer la lisibilité des PEL ;
- de mutualiser et de valoriser les initiatives locales dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse ;
- d'harmoniser les pratiques par la mise en place d'une fonction de pilotage ;
- de prendre en compte la vocation sociale de l'offre éducative ;
- de proposer une offre éducative en adéquation avec les besoins des jeunes et de leurs familles.

Pour les CEMEA, les objectifs fixés se déclinent en deux missions :

- Le suivi et l'accompagnement.
- Le développement.

Ce qui se traduit par les objectifs opérationnels suivant :

- coordonner et suivre l'activité de la mission ;
- accompagner les territoires dans leurs démarches PESL ;
- développer une culture départementale autour de la notion de projet et de territoire ;
- animer des réseaux et participer aux instances ;
- formaliser des documents référentiels dans le cadre des groupes de travail thématiques ;
- concevoir et structurer le pôle ressource départemental.



LA COORDINATION DÉPARTEMENTALE PETITE ENFANCE

Les Francas, mouvement d'éducation populaire et fédération de centres de loisirs, font de la question éducative des enfants une priorité absolue depuis plus d'un demi-siècle. Pour les Francas, il est impératif que l'ensemble des acteurs qui co-éduquent les enfants intègrent une vision partagée et des projets communs sur un territoire, afin de garantir une éducation cohérente, complémentaire, qui permet à l'enfant ou au jeune de devenir le citoyen de demain.

Cette volonté politique des Francas se traduit différemment selon les territoires départementaux et selon les projets spécifiques qui y sont développés. Dans la Manche, le partenariat historique entre la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil départemental a permis la création de différentes missions de coordinations départementales. Les Francas s'inscrivent depuis 2014 dans la coordination départementale petite enfance, avec 3 grands objectifs :

1. Co-construire une vision, une culture commune et des ressources communes entre les professionnels du secteur de la petite enfance sur le département ;
2. Accompagner le développement des accueils individuels et collectifs de qualité, identifiés et adaptés aux besoins de toutes les familles ;
3. Développer les partenariats sur chaque territoire entre les structures accueillant la petite enfance, en prenant notamment appui sur le développement des PESL.

Le projet de coordination doit s'inscrire dans le temps auprès des professionnels, des instances gouvernantes et des élus d'EPCI pour produire les effets attendus. Il doit se mettre en œuvre de façon progressive et s'installer en montrant une cohérence et en fixant un cap fédérateur. Il doit également favoriser l'agrégation de nouveaux réseaux (à l'exemple de la référence des MAM) et de nouveaux projets au réseau existant, à plus ou moins long terme.





LA COORDINATION DÉPARTEMENTALE HANDICAP

Malgré les dispositions législatives, le handicap reste une cause d'exclusion, en termes d'éducation, d'accès aux infrastructures, d'inclusion professionnelle, mais aussi d'acceptation sociale. L'objectif, pour les personnes en situation de handicap, demeure le même : participer pleinement à la vie de la société.

Agir pour une émancipation permettant l'accès de toutes et tous à l'ensemble de leurs droits de citoyen-ne-s.

Tel est le titre du projet associatif des Pupilles de l'Enseignement Public de la Manche (PEP 50). C'est en s'appuyant sur les valeurs de l'association - Laïcité, Solidarité, Émancipation, Égalité, Citoyenneté, Inclusion - que le Conseil d'Administration des Pupilles de l'Enseignement Public de la Manche a décidé de mettre en place un Pôle Ressources Handicap en 2013. Ce service vise à favoriser l'inclusion des enfants et des jeunes en situation de handicap sur les temps de loisirs éducatifs.

Informier, orienter, sensibiliser, accompagner.

Le Pôle Ressources Handicap accompagne les professionnels dans l'accueil des jeunes et enfants en situation de handicap en milieu ordinaire. Pour cela, des formations et des sensibilisations sont proposées aux équipes sur le handicap et l'inclusion, l'accueil des enfants à besoins particuliers, l'acceptation de la différence, etc. Ces temps peuvent aboutir à la conception d'outils et de malles pédagogiques afin de soutenir les professionnels dans leurs pratiques.

Ces partenariats s'inscrivent en complémentarité d'une dynamique interinstitutionnelle engagée depuis 2012 visant à promouvoir la mise en œuvre de Projets Educatifs Sociaux Locaux (PESL) à l'échelle de territoires pertinents. Il est donc nécessaire de veiller à favoriser l'articulation des actions du Pôle Ressources Handicap en faveur des enfants et des familles confrontés au handicap avec les dynamiques territoriales engagées et de manière transversale avec les champs d'intervention concernés (la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, les vacances, la parentalité, etc.) afin de permettre une prise en compte globale des besoins des enfants et des familles.



LA COORDINATION DÉPARTEMENTALE PARENTALITÉ

Depuis 30 ans, différentes formes de « faire famille », selon l'expression consacrée, ont vu le jour : familles monoparentales, recomposées, homoparentales. De nouveaux enjeux ont ainsi émergé : place des beaux-parents, rôle accru des grands parents, divorces, conflits familiaux, naissance d'enfants hors mariage, etc.

L'UDAF de la Manche, conformément à ses missions de représentation de l'ensemble des familles françaises et étrangères, gestionnaire de services en direction des familles, mais aussi force de proposition de mesures et d'actions conformes aux intérêts matériels et moraux des familles, assume la coordination départementale parentalité.

Animer, fédérer, harmoniser, les différents dispositifs de la parentalité sur l'ensemble du département.

La coordination départementale parentalité trouve sa légitimité dans le schéma départemental des services aux familles 2016-2019. L'animation des dispositifs CLAS (contrats locaux d'accompagnement à la scolarité), LAEP (lieux d'accueil enfants parents), ainsi que les actions du REAAP, doit permettre de conforter les pratiques existantes auprès des professionnels et/ou des bénévoles, et développer l'offre aux familles, en maillant le territoire. La médiation familiale et les espaces de rencontre parents/enfants seront également coordonnés afin de garantir aux juges aux affaires familiales, une réponse diversifiée et couvrant l'ensemble du département.

Coordonner et animer des réseaux territoriaux, mobiliser les partenariats et soutenir la participation active des parents.

Sur des territoires pertinents, il est nécessaire d'engager des partenariats avec l'ensemble des intervenants. Au-delà des dispositifs de la parentalité cités, la coordination parentalité a pour but de contribuer à créer une synergie entre les acteurs du social, de la culture, du sport, du handicap, de la jeunesse et de la petite enfance. Il s'agit de faire émerger les besoins et mettre en œuvre les actions priorisées dans le cadre des PESL. A ce titre la création d'« Espace des parents » sur les territoires sera le relai de cette dynamique transversale. Ces espaces sont soutenus et promus par la CAF de la Manche. Ils participeront au maillage du territoire en coordonnant les actions et en mobilisant les parents comme co-constructeurs du projet.





LA COORDINATION DÉPARTEMENTALE JEUNESSE

La ligue de l'enseignement coordonne depuis 2013 le **dispositif départemental de la bourse AJIR** et anime **l'instance de pilotage** avec les différentes institutions partenaires. Elle s'est aussi engagée aux côtés de la DDCS dans le développement des **Points d'Appui Pour Agir (P.A.P.A)** en accompagnant les structures et les professionnels du département qui ont pour objectif de **soutenir les initiatives et l'engagement des jeunes sur leur territoire**. Elle anime aussi le **dispositif des Juniors Association** en complémentarité d'autres dispositifs favorisant l'engagement (service civique, animation volontaire BAFA/BAFD, ...).

Pour toutes ces raisons, la ligue de l'enseignement de Normandie a affirmé sa volonté d'intégrer la dynamique partenariale départementale, en participant à l'accompagnement et à la structuration des politiques jeunesse au sein des territoires, via les PESL, **en assurant la mission de coordination départementale jeunesse**.

Dans ce cadre, il s'agit d'**animer et d'accompagner les acteurs locaux dans la définition et le développement d'une politique jeunesse déclinant prioritairement les axes suivants :**

- **L'information des Jeunes**
- **L'initiative des Jeunes**
- **L'implication des Jeunes**
- **L'insertion/inclusion des Jeunes**

Pour cela, la ligue de l'enseignement se fixe **4 objectifs :**

- informer, former et accompagner les **professionnels accompagnateurs de projets** de jeunes et les **responsables de projets territoriaux** ;
- sensibiliser et accompagner les **élus locaux et associatifs** en charge des questions éducatives ;
- valoriser, mutualiser et produire de la **ressource, de la connaissance et de l'expertise collective** ;
- contribuer au développement de la **démarche partenariale** départementale en **complémentarité de l'ensemble des coordinations**.



PARTENARIAT RESSOURCE & MÉDIAS

Le réseau Canopé est maintenant identifié parmi les acteurs majeurs sur le territoire national. L'atelier Canopé Manche contribue à cette reconnaissance à l'échelle du département de la Manche en jouant son rôle de laboratoire des usages.

L'atelier est aujourd'hui sollicité dans de nombreux domaines par les professionnels et les collectivités.

Les mots clés que sont accompagnement, formation, médiation, services, ressources, co-construction, ou encore innovation se concrétisent par des actions au quotidien auprès des usagers : ateliers de découverte des robots, de la web radio, ou encore des imprimantes 3D, accueil de groupes pour découvrir le codage, formation à la création de livres numériques...

De nombreuses actions et projets sont menés en collaboration avec nos partenaires (Conseil départemental de la Manche, services déconcentrés de l'Etat, communes, communautés de communes) et permettent tant sur le plan scolaire que périscolaire de proposer des contenus originaux, novateurs et en adéquation avec l'actualité.





CHAPITRE 7

COMMENT INITIER UNE

DÉMARCHE PESL

SUR MON TERRITOIRE ?

Afin de renforcer l'attractivité et la spécificité de votre territoire et d'assurer une continuité éducative sur tous les temps de vie du jeune (scolaire, périscolaire, extrascolaire et familial), vous souhaitez engager votre territoire dans un projet éducatif social local.

Cette volonté de mettre en œuvre un PESL marque l'adhésion de votre territoire à cette démarche locale innovante, qui s'appuie sur un ensemble de services et de structures publiques associatives, de proximité et sur une coordination locale indispensable au développement de votre projet.

Afin d'initier au mieux cette dynamique engagée vers une offre de services globalisée en direction des 0-25 ans et de leurs parents, de leur naissance à leur intégration sociale et professionnelle, les institutions partenaires vous accompagnent à travers les étapes de mise en œuvre de votre projet.

LA PHASE PRÉPARATOIRE > entre 15 et 24 mois

ÉTAPE 1

Sollicitation du comité de pilotage (COFIL) PESL à travers un courrier adressé aux 5 partenaires institutionnels (CAF, CD, MSA, EN, DDCS).

QUI ? Le territoire
COMMENT ? Courrier motivé

ÉTAPE 6

Rencontre avec les membres du COFIL institutionnel sur le territoire pour définir :

- l'adéquation de la démarche d'élaboration prévue avec les attendus du cahier des charges PESL,
- l'échéancier des comités de suivi territoriaux.

QUI ? Le territoire
COMMENT ? Invitation adressée à l'ensemble des membres du COFIL ou de leurs représentants

ÉTAPE 2

Courrier de réponse avec envoi de la procédure précisant les modalités d'entrée dans la démarche PESL.

QUI ? Le Préfet au titre du comité décisionnel (CODEC)

COMMENT ? Courrier + référentiel PESL – copie à l'ensemble des partenaires institutionnels

ÉTAPE 5

Présentation de la convention d'accompagnement de la coordination départementale en assemblée délibérante.

QUI ?
L'instance délibérante du territoire
COMMENT ? Délibération et vote

ÉTAPE 7

Conduite des travaux d'élaboration du PESL avec l'appui de l'ensemble des coordinations départementales et les membres du comité de suivi territorial. Cette étape s'achève lorsque la coordination départementale considère que l'ensemble des travaux s'inscrit dans le cahier des charges PESL.

QUI ? Le territoire
COMMENT ? Programmation de temps de travail, de concertation interne et élargie, production de documents intermédiaires

ÉTAPE 3

Demande de rendez-vous auprès de la coordination départementale PESL pour présentation des attendus de la démarche d'accompagnement et du cahier des charges PESL.

QUI ? Le territoire
COMMENT ?
Demande de rendez-vous

ÉTAPE 4

Adaptation de la convention d'accompagnement aux spécificités du territoire.

QUI ?
La coordination départementale
COMMENT ?
Convention d'accompagnement

ÉTAPE 8

Validation des travaux en assemblée délibérante pour sollicitation du conventionnement PESL auprès du CODEC.

QUI ?
L'instance délibérante du territoire
COMMENT ? Courrier + dossier PESL à chacun des membres du COFIL

LA PHASE DE CONVENTIONNEMENT > 3 mois

ÉTAPE 9

Sollicitation du comité de pilotage (COFIL) PESL à travers un courrier adressé aux 5 partenaires institutionnels (CAF, CD, MSA, EN, DDCS).

QUI ? Le territoire
COMMENT ? Courrier + dossier PESL à chacun des membres du COFIL.

ÉTAPE 14

Possibilité d'accompagnement(s) et de conventionnement(s) spécifique(s) propre(s) à chaque institution en lien avec les préconisations, les objectifs et le plan d'action du PESL.

QUI ? Le territoire
COMMENT ? Convention(s) et/ou appuis techniques et/ou expertise et/ou financement et/ou dispositif(s).

ÉTAPE 10

Invitation du territoire par le COFIL pour présentation de son PESL.

QUI ? La DDCS au titre du COFIL
COMMENT ? Courrier d'invitation.

ÉTAPE 13

Emission de l'avis du COFIL assorti de préconisations dans le cadre d'une convention entre les partenaires institutionnels et le territoire.

QUI ? Le COFIL
COMMENT ? Préconisations.

ÉTAPE 11

Entretien entre les élus référents, le coordinateur du territoire, le coordinateur départemental et les membres du COFIL.

QUI ? Le COFIL
COMMENT ? Entretien à la DDCS.

ÉTAPE 12

Signature de la convention territoriale PESL par l'ensemble des parties, après validation du CODEC.

QUI ? Le COFIL
COMMENT ?
Convention d'une durée de 4 ans.



LA PHASE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION > 48 mois

ÉTAPE 15

Mise en oeuvre du PESL par le territoire avec l'appui du pôle ressource départemental en lien avec les comités de suivi territoriaux.

QUI ? Le territoire

COMMENT ? Echanges, collaboration pour mettre en oeuvre le PESL sur la base de travaux programmés

ÉTAPE 16

Suivi de la mise en oeuvre du plan d'action et des préconisations par le COPIL.

QUI ? Le territoire

COMMENT ? Bilans intermédiaires avec l'appui du coordinateur départemental

ÉTAPE 17

Bilan final des actions conduites dans le cadre de la convention territoriale PESL et mesure de l'impact de celles-ci par rapport au diagnostic initial.

QUI ? Le territoire

COMMENT ? Document formalisé adressé au COPIL

ÉTAPE 18

Évaluation par le COPIL des actions conduites dans le cadre de la convention territoriale PESL.

QUI ? Le COPIL

COMMENT ? Avis du COPIL

ÉTAPE 19

En cas de renouvellement, signature de la convention territoriale PESL par l'ensemble des parties, après validation du CODEC.

QUI ? Le CODEC

COMMENT ? Renouvellement de la convention PESL pour une durée de 3 ans

LE COMITÉ DE SUIVI TERRITORIAL > une instance d'accompagnement

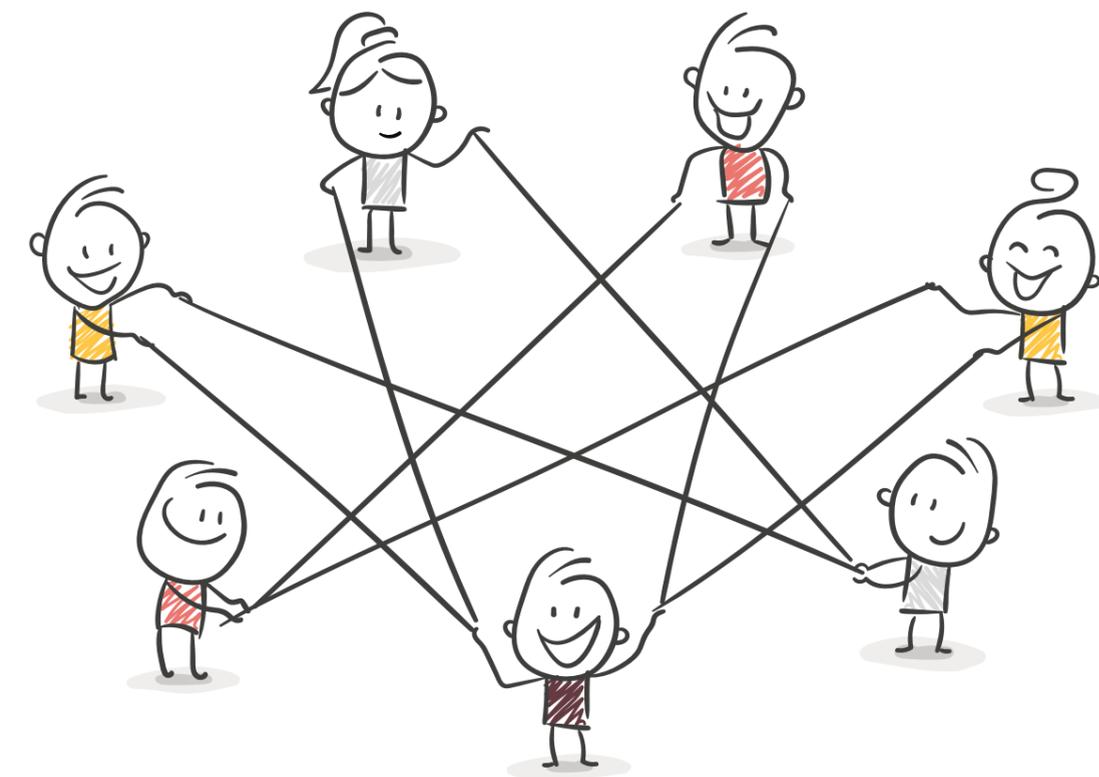
Le comité de suivi territorial est une instance souhaitée par les institutions pour entretenir un dialogue structuré avec le territoire tout au long de l'élaboration et de la mise en oeuvre du projet.

Il a vocation à réunir, sur le territoire, des représentants du comité de pilotage local, ceux des institutions ainsi que ceux des coordinations départementales thématiques, pour échanger ouvertement sur l'avancée des travaux et des actions qui en découlent.

Il est animé par l'élu référent en collaboration avec la fonction de coordination locale.

Il permet d'identifier les actions conduites et de dessiner des axes de développement ou de progression dans une dynamique d'accompagnement et de soutien des institutions et de leurs partenaires.

Il peut se réunir une à deux fois par an.





ANIMATION
DE LA VIE
SOCIALE

CHAPITRE 6

LE LIVRET

D'AUTO-ÉVALUATION

Du diagnostic à l'évaluation, la dynamique de projet s'inscrit dans un cercle vertueux de développement et de progression. Ces outils d'auto-évaluation sont à mobiliser aux différentes étapes de votre projet : état des lieux, indicateurs de progression, repères d'amélioration, etc. Leurs usages sont multiples.

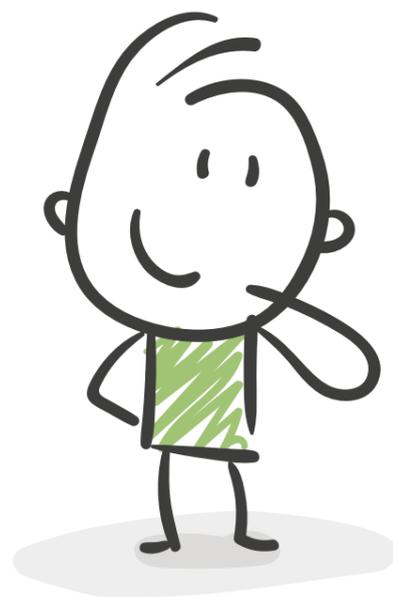
A destination des décideurs et des techniciens locaux comme des coordinations thématiques départementales, cet outil vise à mettre en perspective les finalités de vos actions sur vos territoires de projet en facilitant les espaces d'échanges et de rencontres.

« L'éducation est une création perpétuelle qui progresse en provoquant des rencontres toujours nouvelles. Le système éducatif peut donc être défini comme le lieu où l'on enseigne et où l'on pratique l'art de la rencontre. »

Albert Jacquart, Mon utopie 2006

sommaire

PRÉAMBULE : Les conditions de réussite du projet	P.55
CHAMP D'ACTION N°1 : La parentalité	P.59
CHAMP D'ACTION N°2 : La petite enfance	P.63
CHAMP D'ACTION N°3 : La pratique de loisirs éducatifs	P.67
CHAMP D'ACTION N°4 : L'accompagnement à la scolarité	P.71
CHAMP D'ACTION N°5 : L'éducation et numérique	P.75
CHAMP D'ACTION N°6 : La dimension inclusive des jeunes adultes	P.79
CHAMP D'ACTION N°7 : L'animation de la vie sociale	P.83



LES CONDITIONS de réussite du projet

	OUI	NON	EN COURS
LES BESOINS IDENTIFIÉS			
Le diagnostic du territoire s'appuie-t-il sur le cahier des charges PESL ?			
La coordination départementale a-t-elle été associée à l'élaboration du diagnostic ?			
Le diagnostic est-il représentatif de la diversité des bassins de vie et du travail effectué par les différents groupes de concertation dont les parents ?			
Les problématiques identifiées par le diagnostic sont-elles en adéquation avec les thématiques portées par le COPIL PESL ?			
Ces problématiques identifiées déterminent-elles le sens, le contenu et l'évaluation du projet ?			
LE PROJET POLITIQUE			
L'engagement politique a-t-il fait l'objet d'une délibération inscrivant le territoire dans la démarche PESL ?			
Le projet politique de la collectivité fait-il apparaître des ambitions éducatives et sociales déclinées en priorités ?			
Le PESL traduit-il une volonté de changement explicite ?			
Le projet politique de la collectivité favorise-t-il l'initiative et la participation citoyenne ?			
Le projet politique est-il l'aboutissement de différents groupes de concertation entre les élus représentatifs de la diversité des bassins de vie ?			
Le projet politique fait-il apparaître l'intention de déployer des moyens suffisants pour répondre aux ambitions exprimées ?			

	OUI	NON	EN COURS
La formalisation du projet politique favorise-t-elle son appropriation par l'ensemble des acteurs concernés, y compris les parents ?			
Les valeurs éducatives et sociales exprimées dans le cadre de ce projet politique sont-elles conformes aux valeurs de la République notamment les principes de laïcité ?			
Les instances de concertation sont-elles représentatives de la diversité des bassins de vie et des partenaires concernés ?			

LA PERTINENCE TERRITORIALE

Le portage technique du PESL est-il assuré à l'échelle de l'EPCI issu de la loi NOTRe ?			
Une réflexion sur l'évolution des compétences de cet EPCI en cohérence avec l'ensemble des champs d'intervention du PESL est-elle engagée ?			
L'échéance de la prise de compétence sur l'ensemble des champs d'intervention du PESL est-elle clairement définie ?			
Le portage du PESL prend-il en considération l'ensemble des réalités sociales et géographiques des différents bassins de vie concernés par la mise en œuvre du PESL ?			
Le libellé de l'ensemble des compétences et leur contenu couvrent-ils tous les champs d'intervention du PESL ?			

LA GOUVERNANCE

Un élu référent a-t-il reçu une délégation pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation du PESL ?			
Existe-t-il une commission d'élus dédiée au PESL pour fixer des orientations et opérer les arbitrages nécessaires ?			
Existe-t-il une déclinaison territoriale et/ou thématique en lien avec le portage technique du PESL ?			
Existe-t-il un lien entre l'instance décisionnelle et la fonction de coordination globale du PESL ?			
La fonction de coordination a-t-elle fait l'objet d'une lettre de mission faisant apparaître des temps ETP suffisants en cohérence avec le territoire et l'ambition du projet ?			
La fonction de coordination est-elle légitimée dans l'organigramme de la collectivité ?			

	OUI	NON	EN COURS
La fonction de coordination englobe-t-elle un travail avec l'ensemble des acteurs du territoire ?			
Le comité de suivi territorial est-il pensé et organisé en termes de représentativité d'acteurs, de modalités de travail et d'échéances ?			
L'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation du PESL s'organisent-elles autour de groupes de travail identifiés en lien avec les thématiques du projet ?			

ENGAGEMENT ET CITOYENNETÉ

La volonté politique intègre-t-elle un axe autour de l'éveil et de l'accompagnement à la citoyenneté pour l'ensemble des publics concernés par le PESL ?			
Les actions mises en œuvre permettent-elles l'acquisition et le développement de l'autonomie à travers toutes les formes de prise d'initiative chez les enfants et les jeunes ?			
Des espaces d'échanges et de participation sont-ils mis en place au sein du PESL à destination des différents publics, en lien avec les parents ?			
Les actions menées au sein du PESL prévoient-elles le développement et la promotion de l'engagement associatif pour tous ?			
Le PESL, dans son élaboration et sa mise en œuvre, est-il garant de toute forme de non-discrimination ?			

LA CONTINUITÉ ÉDUCATIVE

Les modalités de coordination du PESL et l'organisation des services permettent-elles d'assurer le principe de continuité éducative ?			
Les actions visant la professionnalisation des acteurs contribuent-elles à garantir le principe de continuité éducative ?			
L'analyse des contenus du PESL, à travers les différents critères établis, permet-elle de visualiser et d'apprécier la continuité éducative offerte ?			
La continuité éducative pour les 0-25 ans est-elle assurée à travers l'offre d'accueil proposée ?			
Les besoins, la place, le rôle, l'avis et l'accompagnement des parents sont-ils pris en compte dans la construction de cette continuité éducative ?			
Les actions qui participent à la continuité éducative intègrent-elles la thématique du handicap selon une déclinaison structurée et un interlocuteur identifié par tous ?			



	OUI	NON	EN COURS
LA PROFESSIONNALISATION			
Le PESL s'appuie-t-il sur un repérage des compétences techniques et relationnelles disponibles sur le territoire ?			
Existe-t-il du personnel ou des acteurs professionnels issus de la collectivité territoriale sur l'ensemble des champs d'intervention du PESL ?			
Existe-t-il du personnel ou des acteurs professionnels issus des associations ou d'organisations privées sur les champs d'intervention du PESL ?			
Existe-t-il un plan de formation en cohérence avec le projet politique du PESL, et doté des moyens nécessaires ?			
Les valeurs éducatives du projet PESL sont-elles partagées et investies par l'ensemble des acteurs concernés au sein d'espaces d'analyse de pratique et/ou de formation continue ?			
La place et le rôle des parents font-ils l'objet d'une préoccupation régulière dans le processus de professionnalisation des acteurs ?			
Le PESL formalise-t-il le changement souhaité en termes d'objectifs, de résultats attendus, de conditions de réussite, de réalisations et d'indicateurs d'évaluation ?			

	OUI	NON	EN COURS
LE DÉVELOPPEMENT DES PARTENARIATS			
L'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du PESL s'appuient-ils sur une mobilisation effective des ressources locales, dans le cadre de partenariats ?			
L'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du PESL s'appuient-ils sur d'autres partenariats en lien avec le projet ?			
Les besoins d'accompagnement sont-ils clairement exprimés auprès de chaque institution signataire du PESL ?			
Le territoire participe-t-il activement à la dynamique du réseau départemental PESL ?			
Existe-t-il des conventions et ou des partenariats avec des structures ou organismes de formation dans une logique d'information, de formation et d'expertise à destination de tous les acteurs ?			



LA PARENTALITÉ



	OUI	NON	EN COURS
LA PERTINENCE			
Les espaces et/ou les acteurs de la parentalité sont-ils associés au diagnostic PESL dans le cadre d'une concertation locale et continue ?			
Le diagnostic PESL prend-il en compte les dynamiques et les problématiques collectives de la parentalité existantes sur le territoire ?			
Existe-t-il un lien entre les projets des structures participant au développement d'actions de parentalité et la dynamique PESL du territoire ?			

	OUI	NON	EN COURS
LE CONTENU			
Le PESL favorise-t-il le développement et l'animation d'actions autour de problématiques parentales et de besoins clairement identifiés ?			
Existe-t-il un ou plusieurs lieu(x) adapté(s) à l'accueil des parents et des familles et ancré(s) dans les réalités locales ?			
L'offre parentalité proposée permet-elle de soutenir la fonction parentale qui vise l'éducation, le développement et le soin des enfants ?			
L'offre parentalité prend-elle en compte toutes les fonctions qui désignent le fait d'être parent (matérielle, psychologique, sociale, morale et culturelle) ?			

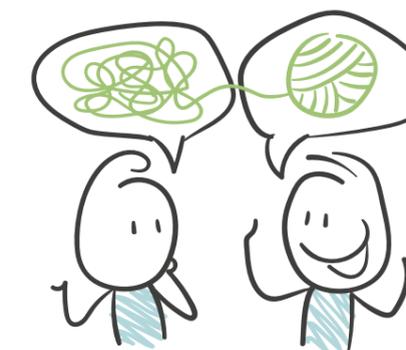
	OUI	NON	EN COURS
LA QUALITÉ			
Le PESL crée-t-il les conditions et les lieux d'échanges nécessaires à l'expression des parents afin de les rendre acteurs de la relation parentale et de s'impliquer dans l'élaboration de réponses ?			
L'offre parentalité se dynamise-t-elle à travers une complémentarité d'interventions telles que la mise en place de groupes de parole, de cafés-parents, de conférences, de rencontres, de débats, d'ateliers, de sorties, de lieux d'accueil, d'information, de lieu de ressource, de forums, de spectacles, d'activités ou encore de formation, etc. ?			
Les actions de sensibilisation, d'accompagnement et de formation prévues sur la thématique « parentalité » permettent-elles in fine aux parents de s'emparer des objets éducatifs du quotidien ?			
L'organisation prévue favorise-t-elle les échanges d'informations entre structures et intervenants dans une dynamique de mutualisation et de montée en compétences des acteurs ?			
L'accueil individuel et collectif des parents dans les structures permet-il de garantir les principes de respect des singularités et de libre expression ?			
Les actions prévues encouragent-elles la participation à travers l'expression et l'implication des familles en qualité d'acteurs à part entière ?			
L'offre parentalité est-elle lisible pour les familles et l'ensemble des acteurs ?			

	OUI	NON	EN COURS
L'ACCESSIBILITÉ			
Le PESL propose-t-il une réponse de proximité, adaptée aux besoins des familles quel que soit l'âge des enfants et la situation familiale (modes de communication, documentation, accueillants formés...) ?			
Les horaires d'ouverture des lieux d'accueil et de ressource ainsi que la mise en place des actions sont-ils adaptés aux rythmes de vie des habitants ?			
Les lieux d'accueil et de ressource ainsi que les actions proposées prennent-ils en compte les personnes en situation de handicap ?			
Les lieux d'accueil et de ressource ainsi que les actions sont-ils financièrement accessibles à tous ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA CONTINUITÉ			
Le PESL promeut-il le développement et/ou le renforcement de la coordination entre les différents porteurs de projets et l'articulation avec l'ensemble des acteurs concernés ?			
Existe-t-il une fonction de coordination incarnée par un professionnel sur les thématiques de la parentalité au sein du PESL ?			
Existe-t-il un travail de mise en réseau des lieux ressource et/ou acteurs de la parentalité ?			
Le PESL favorise-t-il la mise en place d'actions partenariales entre les acteurs de la parentalité ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA SÉCURITÉ			
Les locaux prévus pour les actions de parentalité et l'accueil des publics répondent-ils aux normes réglementaires en vigueur ?			
Les actions de parentalité sont-elles prévues dans le cadre d'une organisation sécurisée ?			

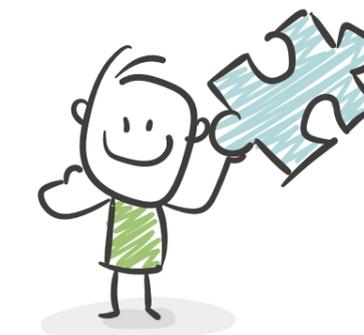
	OUI	NON	EN COURS
LE PARTENARIAT			
Existe-t-il des projets partagés entre structures sur tout ou partie du territoire ?			
Existe-t-il des modalités de collaboration plus larges avec d'autres acteurs concernés par le champ éducatif et social ?			



	OUI	NON	EN COURS
LA COMMUNICATION			
Les acteurs impliqués dans la parentalité sont-ils sensibilisés et mobilisés aux attendus et objectifs du PESL ?			
Les actions d'animation de la parentalité sont-elles valorisées ?			
La communication sur les actions parentalité est-elle prévue auprès des habitants ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA PRÉVENTION			
Les actions envisagées s'appuient-elles sur des méthodes d'intervention participatives, expérientielles et valorisantes ?			
Les actions envisagées sont-elles programmées dans la durée et permettent-elles au projet d'être vécu dans le quotidien ?			
Les actions envisagées s'inscrivent-elles dans le cadre d'une progression pédagogique adéquate et adaptée ?			

	OUI	NON	EN COURS
L'ÉVALUATION			
Les résultats produits par les actions de parentalité sont-ils évalués selon des critères de pertinence ?			
Les résultats produits par les actions de parentalité sont-ils évalués selon des critères d'efficacité ?			
Les enfants, les jeunes ainsi que les familles sont-ils associés à l'évaluation ?			
Une évaluation par les intervenants éducatifs du territoire est-elle envisagée ?			



LA PETITE ENFANCE



	OUI	NON	EN COURS
LA PERTINENCE			
Les espaces et/ou les acteurs concernés par l'accueil de la petite enfance sont-ils associés au diagnostic PESL dans le cadre d'une concertation locale et continue ?			
Le diagnostic PESL prend-il en compte les problématiques collectives de la petite enfance en lien notamment avec les éléments du schéma départemental de services aux familles ?			
Existe-t-il une cohérence entre les projets des structures d'accueil de la petite enfance et la dynamique PESL du territoire ?			

	OUI	NON	EN COURS
LE CONTENU			
Le PESL propose-t-il des offres d'accueil collectif et des offres d'accueil individuel ?			
Existe-t-il un espace ou/et une personne ressource ayant une visibilité sur les capacités d'accueil à un instant T ?			
Existe-t-il un espace ou une personne en capacité de délivrer du conseil et de l'information dans le champ de la petite enfance ?			
L'offre d'accueil est-elle complétée par une offre complémentaire plus ponctuelle (baby-sitting, ludothèque, LAEP, ACM,...) ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA QUALITÉ			
Les structures d'accueil favorisent-elles l'expression des parents et prennent-elles en compte leur parole ?			
L'organisation de l'accueil permet-elle la relation parent/professionnel y compris autour des intentions éducatives ?			
Les actions d'accompagnement et de formation en faveur des professionnels de la petite enfance sont-elles intégrées à la démarche PESL ?			
Le fonctionnement et l'organisation du PESL incitent-ils à la communication entre structures et intervenants autour d'objectifs éducatifs et sociaux ?			
Le fonctionnement des structures permet-il de garantir les principes de respect des singularités et de libre expression ?			
L'offre proposée est-elle adaptée au rythme et aux besoins des jeunes enfants ?			

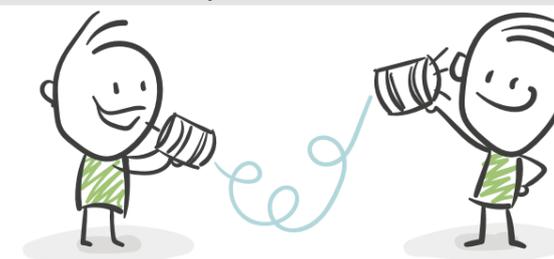
L'ACCESSIBILITÉ			
Le PESL propose-t-il une réponse adaptée aux besoins de toutes les familles (proximité, transports, modes de communication, documentation, professionnels formés...) ?			
L'offre d'accueil prend-elle en compte les personnes en situation de handicap (parents et enfants) ?			
L'offre d'accueil est-elle financièrement accessible à tous ?			

LA CONTINUITÉ			
Le PESL favorise-t-il une coordination entre les différents porteurs de projet ?			
Le PESL favorise-t-il une animation d'un réseau des professionnels ?			
Le PESL favorise-t-il la mise en place d'actions partenariales entre les acteurs de la petite enfance et de la parentalité ?			
Existe-t-il un professionnel référent « petite enfance » au sein du PESL ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA SÉCURITÉ			
Les locaux prévus pour l'accueil des jeunes enfants répondent-ils aux normes réglementaires en vigueur ?			
Une réflexion aboutissant à la rédaction d'un protocole de mise en sûreté pour chaque accueil a-t-elle été conduite en vu d'une communication auprès des acteurs concernés ?			
L'offre d'accueil est-elle prévue dans le cadre d'une organisation matérielle et humaine sécurisée ?			

LE PARTENARIAT			
Existe-t-il des projets partagés entre structures sur tout ou partie du territoire ?			
Existe-t-il un partenariat effectif entre le territoire et la coordination départementale petite enfance du PESL ?			
Un lien partenarial existe-t-il avec l'Education Nationale pour favoriser la première scolarisation ?			
Un lien partenarial existe-t-il avec le Conseil Départemental (territoire de solidarité) pour développer localement les métiers de l'accueil ?			
Existe-t-il des modalités de collaboration plus larges avec d'autres acteurs concernés par le champ éducatif et social ?			

LA COMMUNICATION			
L'ensemble des professionnels de la petite enfance sont-ils sensibilisés aux résultats attendus et aux objectifs du PESL ?			
L'accueil de la petite enfance est-il appréhendé comme levier d'attractivité pour le territoire ?			
L'information sur l'actualisation des capacités d'accueil est-elle facilement accessible par tous ?			
L'activité du territoire sur la petite enfance est-elle communiquée auprès de l'observatoire départemental petite enfance, enfance, jeunesse, familles ?			





LA PRATIQUE DE LOISIRS ÉDUCATIFS sur les temps périscolaires et extrascolaires et leur articulation avec le temps scolaire et familiale

CHAMP
D'ACTION N°3

	OUI	NON	EN COURS
LA PRÉVENTION			
Les actions envisagées s'appuient-elles sur des méthodes d'intervention participatives, expérientielles et valorisantes ?			
Les actions envisagées sont-elles programmées dans la durée et permettent-elles au projet d'être vécu dans le quotidien ?			
Les actions envisagées s'inscrivent-elles dans le cadre d'une progression pédagogique adéquate et adaptée ?			

	OUI	NON	EN COURS
L'ÉVALUATION			
Les résultats attendus concernant l'offre d'accueil petite enfance sont-ils évalués selon des critères de pertinence ?			
Les résultats attendus concernant l'offre d'accueil petite enfance sont-ils évalués selon des critères d'efficacité ?			
Les parents concourent-ils à l'évaluation ?			
Les intervenants éducatifs du territoire concourent-ils à l'évaluation ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA PERTINENCE			
L'intérêt et les besoins de l'enfant et du jeune priment-ils dans le contenu et l'articulation des offres d'accueil scolaires, périscolaires et extrascolaires ?			
La continuité éducative et l'articulation des offres d'accueil scolaires, périscolaires et extrascolaires sont-elles réfléchies et organisées ?			
Les projets mis en œuvre répondent-ils aux problématiques identifiées au sein du diagnostic ?			
Les projets mis en place sont-ils adaptés et différenciés selon les âges du public accueilli ?			
Les projets mis en place prennent-ils en compte les besoins et les attentes des familles ?			

	OUI	NON	EN COURS
LE CONTENU			
Existe-t-il une offre structurée et articulée en matière de pratiques sportives et culturelles adaptée à la demande des publics accueillis ?			
Existe-t-il une offre diversifiée en matière de pratiques sportives et culturelles organisée dans le respect du cadre réglementaire ?			
Existe-t-il une offre de loisirs déclarée pour les 11-13 ans ?			
Existe-t-il une offre de loisirs déclarée pour les 14-17 ans ?			
Le PEDT est-il conventionné pour l'ensemble des temps périscolaires (matin, midi, soir, mercredi) du primaire ?			
Le PEDT est-il conventionné pour des actions périscolaires dans le secondaire ?			
L'ensemble des temps périscolaires et extrascolaires sont-ils déclarés en ACM ?			
Un espace d'accompagnement de projets visant l'apprentissage de l'autonomie et l'engagement des jeunes est-il proposé ?			



	OUI	NON	EN COURS
LA QUALITÉ			
Les projets pédagogiques sont-ils en cohérence avec les ambitions éducatives que portent le PEDT et le PESL ?			
Les projets pédagogiques sont-ils le résultat d'une concertation de l'ensemble de l'équipe d'encadrement ?			
Les projets pédagogiques sont-ils régulièrement actualisés ?			
La préparation de l'accueil fait-elle l'objet de temps dédiés en nombre suffisant pour l'ensemble de l'équipe ?			
L'accueil et l'intégration des familles au sein des projets est-elle pensée par l'organisateur ?			
Les organisations retenues favorisent-elles le choix de l'enfant ?			
L'offre proposée est-elle adaptée au rythme et aux besoins des enfants et notamment des moins de 6 ans ?			
Le plan de formation des équipes est-il adapté aux attendus en matière de sécurité, de posture, de respect de la réglementation en lien avec les ambitions éducatives ?			
Des espaces de réflexion sur la jeunesse, son environnement et son développement sont-ils organisés en complément de l'offre éducative proposée ?			
Les préconisations émises dans le cadre du et ou des conventionnement(s) PEDT sont-elles prises dans la démarche PESL ?			

	OUI	NON	EN COURS
L'ACCESSIBILITÉ			
Les familles peuvent-elles bénéficier de la gratuité sur les TAP et de tarifs modulés en fonction de critères définis par le territoire PESL sur les autres temps ?			
Les différents acteurs éducatifs ont-ils connaissance des différents dispositifs d'action sociale auxquels peuvent prétendre les familles afin de leur communiquer ?			
La tarification fait-elle l'objet d'une harmonisation au sein du territoire PESL ?			
L'organisation des transports permet-elle d'assurer le lien entre l'ensemble des différents temps de vie de l'enfant et du jeune, notamment le mercredi après-midi et sans coupure dans la prise en charge de l'enfant ?			
Les horaires d'accueils sont-ils adaptés aux besoins des familles et des jeunes ?			
Existe-t-il un maillage de structures d'accueil cohérent par bassin de vie ?			
Existe-t-il un partenariat avec le Pôle Ressource Handicap (PRH) permettant l'inclusion des personnes en situation de handicap ?			

	OUI	NON	EN COURS
Les locaux garantissent-ils les conditions d'accessibilité conformément à la loi du 11/02/2005 ?			
Des temps de concertation avec les familles en vue de définir les modalités d'accueil des mineurs en situation de handicap sont-ils organisés ?			
L'ensemble des mineurs a-t-il accès à une offre de loisirs éducatifs dès sa scolarisation (notamment les plus jeunes) ?			
L'offre de loisirs éducatifs est-elle accessible à tous sans aucune discrimination ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA CONTINUITÉ			
Des passerelles effectives avec les structures socioculturelles et sportives environnantes sont-elles prévues par l'organisation des ACM ?			
Le suivi sanitaire des enfants fait-il l'objet d'une coordination et d'une concertation entre les acteurs intervenants dans les différents temps ?			
Un réseau de professionnels est-il mis en place afin de favoriser l'échange de pratiques et la concertation ?			
Les temps de concertation et de rencontre sont-ils en nombre suffisant pour favoriser le lien entre PEDT/PESL et les projets d'école ?			
Les temps de transition font-ils l'objet d'une réflexion et d'une formalisation appropriées par tous les acteurs concernés (Education Nationale, familles, référents TAP, restauration) ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA SÉCURITÉ			
Les locaux accueillant les mineurs de moins de 6 ans sont-ils habilités par le Préfet de département ?			
L'aménagement des locaux et les extérieurs permettent-ils de garantir la sécurité physique et affective des mineurs accueillis, notamment des plus jeunes ?			
Les protocoles de sécurité sont-ils réactualisés, le cas échéant en lien avec les PPMS, et communiqués régulièrement auprès des acteurs concernés ?			
Les équipes maîtrisent-elles les procédures d'événement grave, d'information préoccupante et de signalement ?			
Les taux d'encadrement permettent-ils de garantir la sécurité des mineurs dans le respect de la réglementation en incluant une organisation autour de la problématique des remplacements ?			
La qualification des équipes permet-elle d'assurer la sécurité des mineurs, et la mise en œuvre des projets pédagogiques, dans le respect du cadre réglementaire.			
Les projets et les règlements intérieurs des structures sont-ils validés par le(s) acteur(s) compétent(s) et partagés régulièrement entre tous les acteurs, notamment les familles ?			

	OUI	NON	EN COURS
LE PARTENARIAT			
Les passerelles éventuelles entre les ACM et les clubs sportifs ainsi que les structures socioculturelles font-elles l'objet d'une contractualisation afin de définir les responsabilités et les engagements réciproques ?			
Existe-t-il un partenariat effectif entre le territoire et les coordinations départementales thématiques du PESL ?			
Existe-t-il des projets partagés entre structures sur tout ou partie du territoire ?			

LA COMMUNICATION			
Des actions d'information à destination des parents, des jeunes sont-elles organisées dans les lieux qu'ils fréquentent, notamment sur les intentions éducatives retenues ?			
L'offre éducative du territoire fait-elle l'objet d'actions de promotion, notamment par les acteurs de la vie associative ?			
Existe-il un espace ressource (type portail unique) initié par la collectivité et dédié à l'information et la promotion de l'ensemble de l'offre éducative ?			

L'ÉVALUATION			
L'offre éducative fait-elle l'objet de critères de pertinence ?			
L'offre éducative fait-elle l'objet de critères d'efficacité ?			
Une évaluation par les enfants, les jeunes ainsi que les familles est-elle envisagée ?			
Une évaluation par les intervenants éducatifs du territoire est-elle envisagée ?			
Les modalités d'évaluation prévues permettent-elles de vérifier la pertinence des actions par rapport aux problématiques issues du diagnostic ?			

LA PRÉVENTION			
Les actions envisagées s'appuient-elles sur des méthodes d'intervention participatives, expérientielles et valorisantes ?			
Les actions envisagées sont-elles programmées dans la durée et permettent-elles au projet d'être vécu dans le quotidien ?			
Les actions envisagées s'inscrivent-elles dans le cadre d'une progression pédagogique adéquate et adaptée ?			



L'ACCOMPAGNEMENT à la scolarité



	OUI	NON	EN COURS
LA PERTINENCE			
Les dispositifs mobilisés répondent-ils à des problématiques identifiées dans le diagnostic ?			
Les actions mises en place sont-elles adaptées et différenciées selon l'âge et le niveau des enfants auxquels elles s'adressent ?			
La question de la relation entre l'enfant, les parents, l'enseignant et l'animateur est-elle au centre des réflexions et des décisions ?			

LE CONTENU			
Existe-t-il des actions ou des dispositifs favorisant le lien école/famille ?			
Existe-t-il des actions visant un accompagnement vers la lecture ?			
Existe-t-il des actions visant à accompagner les jeunes collégiens du territoire dans leur parcours scolaire ?			
Existe-t-il des actions visant à accompagner la lutte contre le décrochage scolaire ?			
Existe-t-il des actions favorisant la scolarisation des enfants de moins de trois ans en lien avec la politique d'accueil de la petite enfance du territoire ?			
Existe-t-il des actions favorisant l'ouverture des établissements scolaires vers le territoire dans sa dimension économique, culturelle, touristique et patrimoniale ?			
Existe-t-il des actions en faveur des familles et des enfants visant la préparation à la première scolarisation ?			
Existe-t-il des actions à destination des enfants nouvellement arrivés en France ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA QUALITÉ			
Les actions mises en œuvre dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité sont-elles porteuses des ambitions éducatives du PESL ?			
Les acteurs du PESL sont-ils sensibilisés à l'existence et au contenu des dispositifs mobilisables sur l'accompagnement à la scolarité ?			
Les acteurs ont-ils un degré d'information suffisant sur le fonctionnement de la scolarité primaire et secondaire, des filières générales et professionnelle ?			
Les intervenants des actions d'accompagnement à la scolarité ont-ils les compétences adéquates voire la formation adaptée ?			

	OUI	NON	EN COURS
L'ACCESSIBILITÉ			
Existe-t-il un partenariat avec le Pôle Ressource Handicap (PRH) permettant l'inclusion des personnes en situation de handicap ?			
Les actions mises en place dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité sont-elles réparties sur le territoire de manière équitable ?			
Les actions mises en place dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité sont-elles accessibles à tous sans aucune discrimination ?			
Les actions mises en place de manière régulière dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité sont-elles compatibles avec le schéma de transport du territoire ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA CONTINUITÉ			
Existe-t-il une coordination thématique dédiée à l'accompagnement à la scolarité ?			
Existe-t-il une continuité et une cohérence entre les activités scolaires et les actions d'accompagnement à la scolarité ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA SÉCURITÉ			
Les compétences des intervenants en matière d'encadrement concourent-elles à la sécurité des mineurs ?			
Les actions d'accompagnement à la scolarité s'exercent-elles dans le cadre d'une organisation sécurisée ?			
Les taux d'encadrement sont-ils suffisants pour assurer la qualité des actions mises en œuvre ?			
Les éventuels déplacements font-ils l'objet d'un protocole de sécurité partagé par l'ensemble des acteurs ?			

	OUI	NON	EN COURS
LE PARTENARIAT			
Existe-t-il une instance de concertation entre la collectivité porteuse du PESL et les associations porteuses d'un projet d'accompagnement à la scolarité ?			
Des temps de concertation sont-ils mis en place entre les différents acteurs concernés dont les parents ?			
Les actions d'accompagnement à la scolarité s'appuient-elles sur un recensement de l'ensemble des possibilités offertes par le proche environnement ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA COMMUNICATION			
Des actions d'information à destination des parents et des publics concernés sont-elles organisées sur cette thématique ?			
Des actions d'information à destination des enseignants et des équipes éducatives sont-elles organisées sur cette thématique ?			
Des actions d'information à destination des acteurs locaux (associations, entreprises, etc.) sont-elles organisées sur cette thématique ?			



	OUI	NON	EN COURS
L'ÉVALUATION			
Les actions d'accompagnement à la scolarité font-elles l'objet de critères de pertinence ?			
Les actions d'accompagnement à la scolarité font-elles l'objet de critères d'efficacité ?			
Une évaluation par les mineurs concernés ainsi que les familles est-elle envisagée ?			
Les modalités d'évaluation prévues permettent-elles de vérifier la pertinence des actions par rapport aux problématiques issues du diagnostic ?			
Les actions envisagées s'appuient-elles sur des méthodes d'intervention participatives, expérientielles et valorisantes ?			
Les actions envisagées sont-elles programmées dans la durée et permettent-elles au projet d'être vécu dans le quotidien ?			
Les actions envisagées s'inscrivent-elles dans le cadre d'une progression pédagogique adéquate et adaptée ?			



ÉDUCATION et numérique

CHAMP
D'ACTION N°5

	OUI	NON	EN COURS
LA PERTINENCE			
Les usages numériques sont-ils pris en compte dans le diagnostic PESL ?			
Les actions prévues répondent-elles à des problématiques identifiées dans le diagnostic et prennent-elles en compte l'existant ?			
LE CONTENU			
Le PESL favorise-t-il l'émergence ou le développement d'actions d'éducation et numérique tant sur le plan technique que sur le plan des usages en direction des jeunes et de leur famille ?			
Le PESL favorise-t-il l'émergence ou le développement d'espaces dédiés à l'information, la formation et l'utilisation des outils numériques ?			
Le PESL permet-il de développer l'utilisation du numérique dans les actions culturelles et de loisir ?			
Le PESL favorise-t-il l'émergence ou le développement d'actions de présence éducative sur Internet ?			
Le PESL permet-il de développer l'utilisation du numérique dans les actions d'accompagnement à la scolarité ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA QUALITÉ			
Le PESL permet-il le développement d'actions de valorisation des compétences acquises et de la créativité des jeunes dans le cadre de leurs usages du numérique ?			
Le PESL favorise-t-il le développement d'actions de formation des intervenants sur les usages du numérique à visée éducative ?			
Le PESL favorise-t-il le développement d'actions de soutien à la parentalité en lien avec les usages du numérique des jeunes ?			
Le PESL permet-il de favoriser les échanges et le développement de transmission de compétences numériques entre les générations ?			
Les animateurs d'actions d'éducation et numérique sont-ils intégrés à un réseau d'échange et d'analyse de pratiques ?			

L'ACCESSIBILITÉ			
Les actions d'éducation et numérique s'exercent-elles sur des créneaux adaptés aux modes de vie et aux horaires du public visé et en fonction des objectifs poursuivis ?			
Les personnes en situation précaire et/ou non équipées sont-elles prises en compte dans les actions d'information, de formation et d'utilisation des outils numériques ?			
Les structures intervenant dans le cadre du PESL bénéficient-elles d'un équipement informatique pour l'accès de tous à Internet et proposent-elles un accompagnement ?			
Les actions d'éducation et numérique prennent-elles en compte les besoins des personnes en situation de handicap ?			
Les actions d'éducation et numérique sont-elles financièrement accessibles à tous ?			
Les lieux d'information, de formation et d'utilisation des outils numériques sont-ils répartis en fonction des besoins du territoire ?			



	OUI	NON	EN COURS
LA CONTINUITÉ			
Existe-t-il une coordination thématique sur le numérique au sein du territoire ?			
Existe-t-il des instances de concertation regroupant les différents acteurs concernés par l'éducation et numérique ?			
Le PESL favorise-t-il la mise en place d'actions partenariales entre les établissements scolaires et d'autres espaces intervenant sur ce champ ?			

LA SÉCURITÉ			
Les conditions de sécurité liées aux actions d'éducation et numérique sont-elles présentes au sein des différents projets éducatifs des structures intervenant dans le cadre du PESL ?			
Une attention particulière est-elle portée aux autorisations parentales nécessaires dans le cadre de la mise en place des actions d'éducation et numérique ?			
Les intervenants sont-ils formés à l'évolution des usages du numérique, de la réglementation applicable et aux techniques de restriction de navigation sur Internet (contrôle parental) ?			
Les risques potentiels nécessitant une intervention (radicalisation, harcèlement, discrimination, protection de l'enfance...) sont-ils identifiés et les conduites à tenir maîtrisées par l'ensemble des intervenants (protocole d'alerte, relais auprès des institutions compétentes) ?			

LE PARTENARIAT LOCAL			
Existe-t-il des projets partagés entre structures ?			
Existe-t-il des conventions de collaboration autour de la question de l'éducation et numérique entre temps scolaire et temps péri et extrascolaire ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA COMMUNICATION			
La communication des projets éducatifs liés au numérique est-elle réalisée auprès des parents ?			
Le PESL prévoit-il un volet de communication sur le projet et les actions mises en œuvre en complément de l'information numérique ?			
Les agents des lieux d'information, de formation et d'utilisation des outils sont-ils sensibilisés et mobilisés aux attendus et objectifs du PESL ?			
Les projets d'éducation et numérique sont-ils valorisés au sein du PESL ?			

	OUI	NON	EN COURS
L'ÉVALUATION			
Les actions d'éducation et numérique font-elles l'objet de critères de pertinence ?			
Les actions d'éducation et numérique font-elles l'objet de critères d'efficacité ?			
Une évaluation par les enfants, les jeunes ainsi que les familles est-elle envisagée ?			
Une évaluation par les intervenants éducatifs du territoire est-elle envisagée ?			
Les modalités d'évaluation prévues permettent-elles de vérifier la pertinence des actions par rapport aux problématiques issues du diagnostic ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA PRÉVENTION			
Les actions envisagées permettent-elles une progression pédagogique adéquate et adaptée ?			
Les actions envisagées s'appuient-elles sur des méthodes d'intervention participatives expérientielles et valorisantes ?			
Les actions envisagées s'inscrivent-elles dans la durée et permettent-elles au projet d'être vécu dans le quotidien ?			



LA DIMENSION INCLUSIVE des jeunes dans leur territoire



	OUI	NON	EN COURS
LA PERTINENCE			
Les pratiques, les besoins et les attentes des jeunes de 16-25 ans sont-ils régulièrement partagés entre les acteurs concernés, dont les jeunes ?			
Les jeunes sont-ils sollicités pour comprendre les évolutions sociétales et invités à agir dans le territoire ?			
Les jeunes sont-ils mobilisés comme ressource pour le territoire ?			
Une veille est-elle maintenue sur tous les phénomènes générationnels, au-delà du diagnostic et de leurs impacts éventuels sur le territoire ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA CONTENU			
Le PESL favorise-t-il l'émergence ou le développement de moyens dédiés à l'accompagnement des projets et des initiatives des jeunes ?			
Le PESL favorise-t-il l'émergence ou le développement de moyens dédiés à l'animation de l'information concernant les problématiques vécues par les jeunes ?			
Le PESL favorise-t-il l'émergence ou le développement de moyens dédiés à l'accompagnement de l'insertion professionnelle des jeunes ?			
Le PESL favorise-t-il l'émergence ou le développement de moyens dédiés à l'accompagnement des jeunes sortis prématurément du système scolaire ?			
Le PESL favorise-t-il l'émergence ou le développement de lieux ou d'outils de promotion de l'engagement des jeunes, notamment associatif ?			



	OUI	NON	EN COURS
Le PESL favorise-t-il l'émergence ou le développement d'instances citoyennes au sein desquelles les jeunes sont acteurs ?			
Le PESL favorise-t-il l'émergence ou le développement de moyens dédiés à l'ouverture interculturelle et à la mobilité des jeunes ?			
Les moyens mis en oeuvre sont-ils adaptés aux bassins de vie des jeunes et des familles ?			
Le PESL favorise-t-il l'émergence, le développement et la coordination de moyens dédiés à l'acquisition de l'autonomie sociale des jeunes ?			

LA QUALITÉ

Les professionnels bénéficient-ils d'une formation adaptée et continue au regard du public accueilli et des enjeux poursuivis ?			
Les acteurs du PESL sont-ils sensibilisés à l'existence et au contenu des dispositifs mobilisables sur les questions d'inclusion des jeunes, notamment ceux destinés au public en grande difficulté ?			
Existe-t-il des espaces de débat, d'échanges et de participation pour et avec les jeunes favorisant le développement de l'esprit critique et de la citoyenneté ?			
Existe-t-il un projet formalisé spécifiquement dédié à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, partagé par l'ensemble des acteurs concernés, notamment les jeunes ?			

L'ACCESSIBILITÉ

Les pratiques professionnelles, les temps et les espaces de rencontre sont-ils adaptés aux habitudes de vie des jeunes ?			
Les actions mises en place sont-elles accessibles à tous sans aucune discrimination ?			
La mixité des publics est-elle favorisée sur ces lieux et temps d'accueil ?			

OUI NON EN COURS

LA CONTINUITÉ

Existe-t-il une coordination thématique dédiée à l'inclusion des jeunes adultes dans le territoire ?			
Le PESL favorise-t-il l'articulation entre le parcours scolaire du jeune et son insertion dans le monde du travail ?			
Les professionnels missionnés autour de l'accompagnement des jeunes sont-ils intégrés à une dynamique de réseau ?			
Le PESL intègre-t-il une réflexion sur la posture de l'adulte et son rôle dans l'apprentissage de l'autonomie, la responsabilisation et l'accompagnement du jeune ?			

LA SÉCURITÉ

Concernant ce public, l'équilibre nécessaire entre apprentissage de l'autonomie et prise de risques fait-il l'objet d'une réflexion, voire d'un protocole partagé entre les différents acteurs ?			
Les actions envisagées permettent-elles des expérimentations et des initiatives de jeunes dans le cadre d'une prise de risque raisonnée ?			

LE PARTENARIAT

Existe-t-il des structures labellisées ou conventionnées avec l'ensemble des partenaires institutionnels concernés ?			
Existe-t-il une ou des instance(s) de dialogue rassemblant les différents partenaires éducatifs et sociaux impliqués ?			
La parole des jeunes a-t-elle une place dans cette/ces instance(s) ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA COMMUNICATION			
Des actions d'information à destination des parents et des publics concernés sont-elles organisées sur cette thématique ?			
Des actions d'information à destination des acteurs locaux sont-elles organisées sur cette thématique ?			

L'ÉVALUATION			
Les actions d'inclusion des jeunes adultes dans leur territoire font-elles l'objet de critères de pertinence ?			
Les actions d'inclusion des jeunes adultes dans leur territoire font-elles l'objet de critères d'efficacité ?			
Une évaluation par les jeunes concernés ainsi que les familles est-elle envisagée ?			
Les modalités d'évaluation prévues permettent-elles de vérifier la pertinence des actions par rapport aux problématiques issues du diagnostic ?			

LA PRÉVENTION			
Les actions envisagées s'appuient-elles sur des méthodes d'intervention participatives, expérientielles et valorisantes ?			
Les actions envisagées sont-elles programmées dans la durée et permettent-elles au projet d'être vécu dans le quotidien ?			
Les actions envisagées s'inscrivent-elles dans le cadre d'une progression pédagogique adéquate et adaptée ?			



L'ANIMATION de la vie sociale



	OUI	NON	EN COURS
LA PERTINENCE			
Les espaces et/ou les acteurs de l'animation de la vie sociale sont-ils associés au diagnostic PESL dans le cadre d'une concertation locale et continue ?			
Le diagnostic PESL prend-il en compte les dynamiques et les problématiques collectives d'animation de la vie sociale existantes sur le territoire ?			
Existe-t-il un lien entre les « projets sociaux et/ou associatifs » des structures participant à l'animation de la vie sociale et la dynamique PESL du territoire ?			

LE CONTENU			
Le PESL favorise-t-il le développement de « lieux ressources et/ou actions » proposant des services et activités à finalités sociales et éducatives au titre de l'animation de la vie sociale ?			
Le PESL favorise-t-il le développement d'actions permettant la mixité des publics dans une dynamique de prévention et de réduction des exclusions ?			
Le PESL favorise-t-il la création ou le renforcement d'espaces permettant l'expression des habitants afin de leur permettre de contribuer eux-mêmes à l'amélioration de leurs conditions de vie par l'émergence de projets ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA QUALITÉ			
Le PESL favorise-t-il la création d'espaces de débats, d'échanges et de participation pour et avec les habitants du territoire, au service d'une démarche de prise de responsabilité des usagers et de développement de la citoyenneté de proximité ?			
Les propositions des habitants sont-elles prises en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre du PESL sur le territoire ?			
Le PESL prévoit-il des actions de formation des intervenants sur les thématiques en lien avec la participation des habitants, l'intergénérationnel et la parentalité ?			
Le PESL prévoit-il la mise en place d'outils d'observation partagés permettant d'appréhender l'évolution des besoins et des problématiques sociales collectives à l'échelle du territoire ?			
Les évolutions constatées à l'échelle du territoire sur cette thématique sont-elles prises en compte dans la continuité de l'intervention ?			

L'ACCESSIBILITÉ			
Les lieux ressource et/ou actions de l'animation de la vie sociale favorisent-ils la mixité des publics sur le territoire ?			
La répartition des lieux ressource et/ou actions prend-elle en compte les besoins éducatifs et sociaux des territoires ?			
Les horaires d'ouverture des lieux ressource et la mise en place des actions sont-elles adaptées aux rythmes de vie de toutes les familles ?			
Les lieux ressource et/ou actions prennent-ils en compte les personnes en situation de handicap ?			
Les lieux ressource et/ou actions sont-ils financièrement accessibles à tous ?			

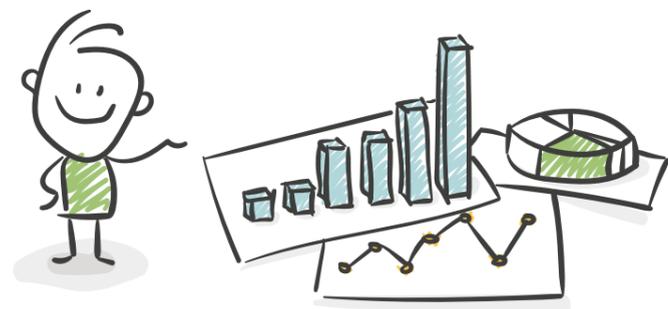
LA CONTINUITÉ			
Existe-t-il une coordination sur les thématiques de l'animation de la vie sociale au sein du PESL ?			
Existe-t-il un travail de mise en réseau des lieux ressource et/ou acteurs de l'animation de la vie sociale ?			
Le PESL favorise-t-il la mise en place d'actions partenariales entre les acteurs de l'animation de la vie sociale ?			

	OUI	NON	EN COURS
LA SÉCURITÉ			
Les locaux prévus pour les actions d'animation de la vie sociale et l'accueil des publics répondent-ils aux normes réglementaires en vigueur ?			
Les actions d'animation de la vie sociale sont-elles prévues dans le cadre d'une organisation sécurisée ?			
Les taux d'encadrement et les compétences des intervenants permettent-ils d'assurer la sécurité de l'accueil et/ou des actions mises en œuvre ?			
Les éventuels déplacements font-ils l'objet d'un protocole de sécurité partagé par l'ensemble des acteurs ?			

LE PARTENARIAT			
Existe-t-il des projets partagés entre structures sur tout ou partie du territoire ?			
Existe-t-il des modalités de collaboration entre acteurs de l'animation de la vie sociale ?			
Existe-t-il des modalités de collaboration plus larges avec d'autres acteurs concernés par le champ éducatif et social ?			

LA COMMUNICATION			
Les acteurs impliqués dans l'animation de la vie sociale sont-ils sensibilisés et mobilisés aux attendus et objectifs du PESL ?			
Les actions d'animation de la vie sociale sont-elles valorisées ?			
La communication sur les actions d'animation de la vie sociale est-elle prévue auprès des habitants ?			





	OUI	NON	EN COURS
LA PRÉVENTION			
Les actions envisagées s'appuient-elles sur des méthodes d'intervention participatives, expérientielles et valorisantes ?			
Les actions envisagées sont-elles programmées dans la durée et permettent-elles au projet d'être vécu dans le quotidien ?			
Les actions envisagées s'inscrivent-elles dans le cadre d'une progression pédagogique adéquate et adaptée ?			

	OUI	NON	EN COURS
L'ÉVALUATION			
Les actions d'animation de la vie sociale font-elles l'objet de critères de pertinence ?			
Les actions d'animation de la vie sociale font-elles l'objet de critères d'efficacité ?			
Une évaluation par les enfants, les jeunes ainsi que les familles est-elle envisagée ?			
Une évaluation par les intervenants éducatifs du territoire est-elle envisagée ?			



« Là où j'habite,
j'ai rencontré des personnes
qui m'ont aidé à grandir. »

Le contenu de ce document a été élaboré
par les membres du COPIL PESL départemental.



Sa conception a été réalisée et financée par le pôle jeunesse, sport et vie associative de la DDCS de la Manche.